

MALET,
OU
UNE CONSPIRATION
SOUS L'EMPIRE.

PRÉFACE.

La conspiration que j'ai essayé de retracer ici n'a point de modèle dans l'histoire. Supposez qu'un auteur dramatique hasarde une pareille invention, quel critique ne l'accuserait pas de heurter toutes les vraisemblances ? Napoléon régnait depuis long-temps. Les suffrages de la nation, libres ou forcés, l'avaient fait empereur. Une longue suite de prospérités et de victoires éclatantes consacrait chaque jour les titres du soldat parvenu. Son mariage avec une princesse d'Autriche et la naissance d'un fils, roi dès le berceau, avaient, pour ainsi dire, légitimé la nouvelle monarchie et garantissaient sa durée. Telle était son élévation, que ses frères auraient paru déchoir s'ils n'eussent occupé des trônes. Enfin l'empereur et roi, craint et admiré de tous, entouré de généraux intrépides et dévoués, dictant des lois aux peuples et aux rois de l'Europe, traînait des armées immenses et invincibles à des entreprises gigantesques. « Napoléon-le-Grand a fondé une quatrième dynastie, » s'écriaient en chœur les courtisans ; et chacun de le répéter et de le croire. Si quelqu'un avait osé dire alors : « Tout cela va disparaître, » n'eût-on pas envoyé le prophète à Charenton ?

Cependant un homme inconnu, sans argent, sans crédit, seul et en prison, mais à qui la haine du despotisme avait donné du génie, ose concevoir le projet de renverser ce magnifique échafaudage de gloire et de puissance. Cet homme, c'est Mallet. Son plan est si habilement combiné, il a si bien trouvé le côté faible du gouvernement impérial, si bien calculé les conséquences de l'obéissance passive, que le prisonnier, à peine libre, remplace l'empereur. Sans s'inquiéter d'où viennent les ordres, comme on obéissait hier, on s'empresse d'obéir aujourd'hui. Le ministre le plus redouté se laisse conduire à la Force tout tremblant, et le prince archi-chancelier de l'empire, que Malet n'avait pas jugé digne des honneurs de la prison,

s'écrie en voyant accourir son secrétaire : « Ah ! mon « cher L....., je vous reconnais bien là ; vous venez mou- « rir avec moi. » Dans cette dérouté du pouvoir , le nom du Roi de Rome n'est pas même prononcé. Chacun ne songe plus qu'à soi. Au bruit de la mort de l'empereur, le talisman se brise, et ces hommes que l'enchanteur avait grandis d'un coup de sa baguette apparaissent alors sous leur véritable forme, semblables à ces personnages des contes de fées, tour à tour géants et nains. Si un officier obscur, le major de la place (1), ne se fût échappé par un escalier dérobé, Malet faisait seul ce que tous les souverains de l'Europe n'ont pu faire qu'avec un million de soldats et le secours des trahisons de l'intérieur. Son succès n'a duré que quelques instants ; mais comme il avait su les employer ! Dès sept heures, maître d'une force imposante, des postes et des emplois les plus importants, il avait séduit ou vaincu tous ceux qu'il fallait séduire ou vaincre. Bientôt on se fût trouvé trop compromis pour oser reculer, et la crainte même devenait le meilleur auxiliaire de cette audacieuse tentative. La mort de l'empereur n'eût été démentie que par les nouvelles désastreuses du 29^e bulletin, et un pareil démenti valait confirmation.

« Ce fut, dit M. de Ségur, à la hauteur de Mikalewka, « et le 6 novembre, à l'instant où des nuées chargées de « frimats crevaient sur nos têtes, qu'une estafette, la « première qui depuis dix jours avait pu pénétrer jus- « qu'à nous, vint apporter la nouvelle de cette étrange « conjuration..... L'empereur apprenait à la fois leur « crime et leur supplice.... Ceux qui de loin cherchaient « à lire sur ses traits ce qu'il devait penser n'y virent « rien ; mais dès qu'il fut seul avec ses officiers les plus « dévoués, ses émotions éclatèrent par des exclamations « d'étonnement, d'humiliation et de colère. Quelques

(1) Dans les pièces historiques, cet officier porte le titre de *commandant* : je lui ai donné celui de *major de la place*, pour éviter la confusion. Par la même raison, j'ai fait Soulier colonel, quoique les cohortes n'eussent pas l'organisation des régiments. J'ai pareillement de mon autorité privée fait passer dans la 10^e cohorte quelques officiers de Paris, afin d'éviter un changement de lieu.

« instants après il fit venir plusieurs autres militaires
« pour remarquer l'effet que produisait une si étrange
« nouvelle. Il vit une douleur inquiète, de la consterna-
« tion, et la confiance dans la stabilité de son gouver-
« nement tout ébranlée. Il put savoir qu'on s'abordait en
« gémissant et en répétant qu'ainsi la grande révolution
« de 1789 qu'on croyait terminée ne l'était pas. » Quel
effet eût donc produit la nouvelle du triomphe de Malet !

Napoléon avait le plus grand intérêt à détourner l'attention de cette entreprise effrayante. Elle prouvait trop que le trône impérial ne s'appuyait que sur une base fragile, la vie d'un homme. Les gens en place, à qui Malet avait porté les premiers coups, n'étaient pas moins intéressés au silence; maîtres de la presse, ils surent empêcher que les détails de cette affaire vinsent à la connaissance du public. Il m'a donc paru nécessaire d'exposer, dans une courte préface, ce que la marche rapide d'un drame ne pouvait admettre.

Charles - François Malet, d'une famille noble de la Franche-Comté, naquit à Dôle, le 28 juin 1754. Entré fort jeune dans la première compagnie des Mousquetaires, il revint dans sa famille après le licenciement de la Maison du roi. S'étant prononcé en faveur des idées nouvelles, il commanda le premier bataillon que son département envoya aux frontières. Sa valeur et ses talents militaires le firent promptement élever au grade de général de brigade. Championnet et Masséna le citent honorablement dans plusieurs rapports.

Selon quelques biographes, dès l'avènement de Bonaparte au consulat, Malet avait pénétré les desseins ambitieux du futur empereur, et en l'an 9, commandant le camp de Dijon, il résolut d'arrêter le premier consul à son passage dans cette ville. Cette conspiration, dans laquelle figurait, dit-on, le maréchal Brune, n'est rien moins que prouvée. Les opinions hautement professées par Malet, son caractère sombre et indépendant, expliquent assez sa disgrâce. Distract de l'armée active, en-

voyé à Bordeaux avec le titre de commandant du département, il vote contre le consulat à vie. On le relègue aux Sables-d'Olonne. Là, il fait éclater une opposition encore plus vive. En vain essaie-t-on de le gagner, comme tant d'autres, par des places et des cordons : nommé commandant de la Légion-d'Honneur, qui venait d'être instituée, il écrit à M. de Lacépède, grand-chancelier de l'ordre :

« Citoyen, j'ai reçu la lettre par laquelle vous m'annoncez la marque de confiance que m'a donnée le grand conseil de la Légion - d'Honneur. C'est un encouragement à me rendre de plus en plus digne d'une association fondée sur l'amour de la patrie et de la liberté. »

Quelque temps après Napoléon se fait proclamer empereur. Voici la lettre de félicitation que lui adresse Malet :

« Citoyen premier consul, nous réunissons nos vœux à ceux des Français qui désirent voir leur patrie heureuse et libre. Si un empire héréditaire est le seul refuge contre les factions, soyez empereur ; mais employez toute l'autorité que votre suprême magistrature vous donne, pour que cette nouvelle forme de gouvernement soit constituée de manière à nous préserver de l'incapacité ou de la tyrannie de vos successeurs, et qu'en cédant une portion si précieuse de notre liberté nous n'encourions pas un jour, de la part de nos enfants, le reproche d'avoir sacrifié la leur. Je suis, etc. »

En même temps il écrit au général de division Gobert :

« J'ai pensé que, lorsqu'on était forcé par des circonstances impérieuses de donner une telle adhésion, il fallait y mettre de la dignité et ne pas trop ressembler aux grenouilles qui demandent un roi. »

Et il envoie sa démission.

Malet appartenait-il à la société des Philadelphes, comme on l'a prétendu ? C'est une question encore indécise et que je n'ai pas eu besoin d'éclaircir, puisque cette société célèbre n'apparaît nulle part dans la conspiration

de 1812. Mais il est certain qu'en 1808 il trempa dans un complot dont le but était le renversement de Bonaparte. Au dire d'un historien, les conjurés, mélange de royalistes et de républicains, étaient convenus de replacer les Bourbons sur le trône, après avoir exigé d'eux une constitution libérale. Un traître donna l'éveil à la police, et cinquante-cinq personnes furent jetées dans les cachots sans jugement. Incarcéré *par mesure de sûreté et de répression*, comme on disait alors, Malet n'abandonne point ses projets; mais il ne veut plus de complice. Pendant quatre ans encore il médite et combine ses plans, observe tous les mouvements de son ennemi, attendant avec patience le moment de le frapper. Enfin des circonstances favorables se présentent. L'autorité du chef de l'état paraissant désormais inébranlable, Malet avait obtenu sa translation de la Force dans une maison de santé. Napoléon part pour la campagne de Russie.

Au mois d'octobre 1812, le régiment de la garde de Paris et quelques cohortes de la garde nationale mobilisée formaient la garnison de la capitale. Le régiment de la garde de Paris avait la même destination que l'ancien guet de cette ville, un service sédentaire : il se composait en grande partie de jeunes soldats enrôlés avant l'âge pour éviter la conscription, et presque tous mariés. C'était une espèce de gendarmerie à pied. Dans la campagne de Prusse, on avait cependant dirigé ce régiment sur Dantzick; il redoutait une seconde campagne, et la promesse de la paix générale devait le séduire. Elle devait plaire également à la dixième cohorte, formée d'hommes échappés aux précédents tirages, et qu'une mesure récente avait arrachés à leurs foyers, lorsqu'ils se croyaient définitivement libérés. Les cohortes étaient commandées par de vieux officiers républicains, réformés à cause de leurs opinions au commencement de l'empire, et rappelés plus tard, faute d'autres.

La France, rassasiée de gloire et de conquêtes, était lasse du despotisme de l'empereur. « Que ferait-on, se dit

« Malet, si l'on apprenait tout à coup que Napoléon est mort à six cents lieues de sa capitale? Point de conseil de régence; rien n'a été prévu. Le sénat s'assemblerait aussitôt. » Eh bien! Malet le rassemble. « Le sénat fera une proclamation. » Malet la rédige, et la rédige si bien, que ces mêmes sénateurs n'hésitèrent pas à la copier deux ans après.

L'empereur tué, Mallet nomme un gouvernement provisoire (1), maintient en place certains fonctionnaires, en destitue quelques autres, et prépare des instructions pour tous les hommes qui doivent être ses complices sans le savoir. Ce travail préparatoire fut immense, puisqu'il fallait remettre à chaque acteur un peu important, outre ses instructions particulières, des copies des sénatus-consultes et des proclamations. Dès qu'un rôle était complètement préparé, la dépêche était close, cachetée, numérotée, et portée chez un prêtre espagnol qui demeurait rue Saint-Gilles, près la caserne de la 10^e cohorte. Qui peut dire que cette conspiration, conçue avec génie, conduite avec habileté, et exécutée avec autant de sang-froid que d'audace, n'eût pas entièrement réussi, si ses premiers succès se fussent soutenus seulement pendant vingt-quatre heures? L'exemple du préfet de la Seine, dont la fidélité n'a jamais été douteuse, prouve que le général Malet avait bien jugé les hommes et les circonstances.

Deux mots sur cette pièce. C'est l'histoire qui l'a faite, et non pas moi. Je n'ai inventé aucune scène, aucun détail caractéristique. Si la vie privée doit être murée, la vie publique des agents du pouvoir appartient à l'historien. Le moment est venu de dire la vérité. Peut-être était-il difficile de la trouver au milieu d'une foule d'assertions contradictoires (2); je l'ai cherchée loyalement,

(1) MM. Carnot, président; le général Moreau, vice-président; le général Angereau; Bigonnet, ex-législateur; le préfet de la Seine; Florent-Guyot, ex-législateur; Destutt-Tracy, sénateur; Mathieu de Montmorency; le général Malet; de Noailles; le vice-amiral Truguet; Volney, sénateur; Garrat, sénateur.

(2) *L'Histoire de la conjuration du général Malet*, par M. l'abbé Lafon, et la *Conjuration du général Malet contre Napoléon*, par M. d'A...., ancien directeur-général

sans haine ni préjugés de parti, et, quand j'ai cru la saisir, je l'ai exprimée franchement, sans crainte ni exagération : on doit des égards aux vivants, mais on ne leur doit pas de mensonges. On reconnaîtra d'ailleurs qu'en plus d'une occasion j'ai usé de ménagements, et que j'ai voulu, non faire un pamphlet personnel, mais tracer une esquisse du gouvernement impérial. Sur tous les points douteux j'ai consulté des témoins désintéressés et dignes de foi. Malgré mes soins, bien des erreurs m'ont échappé, sans doute : qu'on me les fasse connaître et je les réparerai. Je m'empresse déjà d'en rectifier une, fort peu importante sous le rapport historique, mais qui pourrait affliger un honnête homme. J'avais cru pouvoir montrer le directeur de la maison de santé comme très dévoué à Napoléon : on vient m'assurer aujourd'hui que je me suis trompé. La police impériale se trompait comme moi, puisqu'elle lui confiait des prisonniers tels que MM. de Puyvert et de Polignac. Au reste, le langage que j'ai prêté au docteur ***, faux quant à l'individu, est vrai quant au temps, et c'est mon excuse.

La scène du conseil de guerre paraîtra cruelle. Ai-je besoin de dire que le fond ne m'en appartient pas ? On n'imagine point de pareilles choses. C'est le résumé des pièces officielles que j'ai sous les yeux ; les juges et le rapporteur, l'avocat et les accusés, parlent comme ils ont parlé, seulement avec moins de prolixité et quelquefois dans un autre ordre. Sans doute il m'a fallu mettre en relief quelques parties du tableau ; mais ici l'art consistait surtout à faire ressortir la vérité générale.

de la police à Hambourg, et le *Recueil des causes politiques célèbres du 19^e siècle*, m'ont été fort utiles ; cependant j'ai dû n'y ajouter foi que lorsqu'elles s'accordaient avec les pièces officielles et les renseignements particuliers qu'on m'a fournis.

PERSONNAGES.

Le général MALET, }
L'abbé LAFON, } prisonniers dans une maison de santé.

Le général LAHORY, }
Le général GUIDAL, } prisonniers à la Force.
BOCCHELAMPE.

CAMANO, prêtre espagnol.

BOUTREUX, professeur au lycée de Rennes.

SOULIER, colonel de la 10^e cohorte.

PICQUEREL, }
RÉGNIER, }
FESSARD, }
BORDERIEUX, } officiers de la 10^e cohorte.
STENHOWER, }
LEFÈVRE, }
BEAUMONT, }
ROUFF, }

LE COLONEL DE LA GARDE DE PARIS.

RATEAU, caporal au même régiment.

LE MINISTRE DE LA POLICE.

M. DESMARETS, chef de la police secrète.

LE PRÉFET DE LA SEINE.

Le comte GOUJON, conseiller d'état.

LE MÉDECIN, directeur de la maison de santé.

M. DE LIVROLLES.

UN PRISONNIER ANGLAIS.

Le comte HULLIN, commandant de la 1^{re} division militaire.

Madame la comtesse HULLIN.

Le général DOUCET, commandant en second.

LE MAJOR DE LA PLACE.

PLUSIEURS EMPLOYÉS SUPÉRIEURS, OFFICIERS, SOLDATS, PEUPLE,
GÉOLIER, GENDARMES, etc., etc.

MALET,

OU

UNE CONSPIRATION

SOUS L'EMPIRE.

ACTE PREMIER.

SCÈNE PREMIÈRE.

(18 octobre 1812.)

La chambre de Camano, rue Saint-Gilles.

CAMANO, PUIS L'ABBÉ LAFON.

CAMANO, *assis près du feu.*

Ils ne viennent pas! ils n'auront pu s'échapper! (*Il s'agenouille.*) Sainte Marie del Carmen, reine des cieux et de la terre, daignez, je vous en supplie, protéger notre pieuse entreprise.

Je fais vœu... (*On frappe à la porte.*) Qui est là?

LAFON, *en dehors.*

Ouvrez.

CAMANO.

C'est la voix de l'abbé Lafon. (*Il va ouvrir.*)
Que Notre-Dame vous bénisse!

LAFON.

Fermez donc vos volets, on pourrait voir la lumière; et la police qui est toujours aux aguets... Bien! tirez encore les rideaux. — Le général n'est pas arrivé? Il est pourtant sorti avant moi.

CAMANO.

Je n'ai vu que l'homme qui a amené les chevaux. J'ai eu bien de la peine à me les procurer.

LAFON.

Vous a-t-on fait des questions? Qu'avez-vous répondu?

CAMANO.

Soyez tranquille : on ne soupçonne rien. Les maîtres de la maison sont encore à la campagne.

MALET.

19

LAFON.

C'est enfin cette nuit, mon cher Camano....

CAMANO.

Nous partons pour Valençay ?

LAFON.

Oui, oui ; nous rendrons au roi d'Espagne sa liberté et son trône , je vous l'ai promis.

CAMANO.

Le roi , notre seigneur (que Dieu garde !) ne sera pas ingrat , et , dès qu'il aura chassé l'intrus qui souille son royaume , vous le verrez revenir en France , à la tête des braves Espagnols , pour foudroyer l'antéchrist Napoléon , délivrer le Saint-Père , nos cardinaux , et vous rendre vos princes légitimes.

LAFON , *sans écouter et allant à la porte.*

Ce retard est bien étrange!

CAMANO.

Mon plan vaut mieux que le vôtre , convenez-en : renverser d'abord votre gouvernement et

rappeler votre roi , c'était commencer par la fin.
Vous manquiez de moyens.

LAFON , *toujours inquiet.*

Vous avez raison.

CAMANO.

Au lieu que le puissant roi des Espagnes.....

LAFON.

Chose convenue. Cependant nous aurons besoin d'enrôler quelques hommes. Nous ne pouvons pas , seuls , enlever votre roi ; il est trop bien gardé là-bas. En peu d'heures , le général aura réuni des forces suffisantes. Vous nous attendrez à la première poste.

CAMANO.

Pourquoi nous séparer ?

LAFON.

La prudence l'exige.... Ecoutez.... Il me semble entendre... Ah ! voici le général Malet.

LES PRÉCÉDENTS, MALET.

MALET.

J'ai cru que je ne trouverais jamais cette maudite rue Saint-Gilles.

LAFON.

La nuit est si noire !

MALET.

Temps superbe ! Bonjour, M. Camano. Eh bien ! tout est-il prêt ?

CAMANO.

Oui , général.

MALET.

Où est le caporal Rateau ?

LAFON.

Il n'est pas encore venu.

MALET.

Comment ! (*Il tire sa montre.*) Onze heures ! et il n'est pas arrivé !

CAMANO.

Serions-nous trahis ?

LAFON.

Fuyons.

MALET.

Où fuir ? S'il nous a dénoncés , la guillotine est à la porte.

LAFON.

Aussi je vous l'avais bien dit : agir maintenant est une folie ; il fallait attendre.

CAMANO, à Lafon.

Ne craignez rien. Notre-Dame nous protège : c'est elle qui m'a inspiré l'idée d'aller dire la messe dans votre prison. Croyez-vous qu'elle ait voulu me tendre un piège ? Le démon trompe ; mais Dieu ne peut tromper.

MALET.

Certainement. Qui pourrait nous avoir trahis ? Rateau , Rateau seul. Il m'est trop attaché. Tout son espoir d'avancement , il l'a mis en moi. D'ailleurs il ne sait rien : ce qu'il a copié , il ne l'a pas compris.

CAMANO.

Il est bon catholique ?

LAFON.

Mais un seul mot dit sans intention...

MALET.

Eh morbleu ! je n'en suis pas à ma première affaire. J'ai déjà vu de ces accidents-là, et je vis encore. Rateau va venir sans doute. Voyons, où sont nos uniformes ?

CAMANO, *les montrant enveloppés sur une chaise.*

Les voici.

MALET.

Bien. Donnez-moi tous nos papiers maintenant. (*Il s'assied devant une petite table.*) Il faut les mettre en ordre. (*Il les examine.*) Sénatus-consulte, — ordre du jour, — dépêches pour les départements, — cartes de reconnaissance. (*Il fait plusieurs paquets.*)

LAFON.

Il est bien extraordinaire que le caporal...

MALET.

MALET.

Hein ? C'est le caporal , dites-vous ?

LAFON.

Je ne le vois pas.

MALET.

Peut-être s'est-il égaré , comme moi.

CAMANO.

Mais il est déjà venu vingt fois ici.

LAFON.

Général, je pense, sauf meilleur avis... L'heure est passée ; et Rateau , qui est fort exact...

MALET , *se levant.*

En effet , il faut qu'il lui soit arrivé quelque chose... Un officier se sera trouvé là au moment où il voulait sortir... Peut-être s'est-il fait mettre à la salle de police... Que sais-je ?

CAMANO.

Ne pourrais-je le remplacer ?

MALET.

Marcher sans le mot d'ordre ! nous irions loin ! — Écoutez. — Personne.

LAFON.

Alors le parti le plus sage serait de rentrer.

MALET.

Un plan si bien combiné ! manquer pour une niaiserie sans doute, quand des circonstances si favorables !... Oh ! je laisserai cette fatalité !

LAFON.

Général, je vous en conjure, retournons à la maison de santé. On ne nous a pas vus sortir....

MALET.

Et si l'on nous voit rentrer ?

CAMANO.

Je vais prier Notre-Dame...

MALET.

Priez le diable, s'il le faut, pourvu que la liberté triomphe. — Vous nous reverrez... (*A Lafon.*) Quel jour choisir à présent ? Rateau viendra-t-il demain ? Ce n'est pas trop de mercredi et de jeudi pour recopier tous ces papiers, car il faut changer les dates... (*A Camano.*) Alors, vendredi : c'est arrêté. Puissent tous les courriers

de Russie se rompre le cou avant d'arriver en France?

CAMANO.

Un vendredi!

MALET.

C'est le jour le plus proche que nous puissions choisir : donc c'est le meilleur. Si le 14 juillet fût tombé un vendredi, croyez-vous que la Bastille n'eût pas été prise? Et d'ailleurs, M. l'abbé, n'est-ce pas un vendredi que l'espèce humaine fut sauvée? (*A Lafon.*) Je vous précède. La plus grande prudence. (*A Camano.*) Et que votre homme ramène les chevaux ici vendredi à la même heure. Adieu.

Il sort.

—
CAMANO, LAFON.

LAFON.

Mon frère, il s'agit de la vie du général, de la mienne, de la vôtre. Silence.

CAMANO.

Notre vie est peu de chose.

MALET.

27

LAFON.

Pardon : elle peut être utile à nos rois , à notre religion.

CAMANO.

La torture ne m'arracherait pas un mot.

LAFON.

Le général compte sur vous.

CAMANO.

Il a l'air plein de courage ; mais , pour cette sainte entreprise , j'aurais voulu un homme plus religieux.

LAFON.

Il fallait un homme d'armes. D'ailleurs , il n'en est que le bras : nous en sommes la tête.

CAMANO.

Prenez-y garde : son langage républicain.....

LAFON.

Vieille habitude. Le général fut républicain dans sa jeunesse ; mais je l'ai converti , et mainte-

nant il pense comme nous , je vous en réponds.
Adieu.

CAMANO.

Exigez au moins qu'il n'agisse pas un vendredi...
Il est assez éclairé pour savoir.....

LAFON , *souriant.*

Je vous le promets. Dans tous les cas , vous
diriez la messe du mauvais présage. A vendredi.

CAMANO , *le reconduisant.*

Le Seigneur soit avec vous.

SCÈNE II.

(22 octobre.)

Chambre de Malet , dans la maison de santé.

Malet est assis devant une petite table couverte de papiers ; il écrit ,
et s'arrête de temps en temps pour réfléchir.

MALET.

Un soldat mis à la salle de police ! voilà ce

qui a sauvé l'empire!... Et ils se croient forts!... Ah! si aujourd'hui *le Moniteur* ne donne pas de nouvelles de Russie, ils verront... Tu seras là, près de moi, Carnot..... Tu es resté pur, toi; tu n'as pas traîné ta gloire dans les antichambres. Va, de beaux jours lui sont encore, et ton génie... J'entends le canon!.. Oui!.. Une victoire! Tout est perdu. (*Il se lève précipitamment et sonne. Entre un domestique.*) Eh bien! Joseph, *le Moniteur* n'arrive donc pas aujourd'hui.

LE DOMESTIQUE.

Jamais de si bonne heure, Monsieur.

MALET, *froidement.*

Il paraît que l'empereur a remporté une nouvelle victoire?

LE DOMESTIQUE.

Ah! tant mieux.

MALET.

Je n'en sais rien, je vous le demande. J'ai cru entendre le canon.

LE DOMESTIQUE.

En ce cas, Monsieur s'est trompé : j'étais sur

la terrasse ; le vent vient des Invalides, et je n'ai rien entendu.

MALET.

Dès que les journaux arriveront, vous me les apporterez. (*Le domestique sort.*) Courage ! (*Il s'assied.*) Pour dérouter l'abbé Lafon, il faut bien mettre quelques royalistes dans mon gouvernement provisoire... (*Il écrit.*) Noailles et Montmorency, deux figurants ; d'ailleurs, dans le premier moment il est bon d'offrir des espérances à tous les partis... Je voudrais aussi changer quelques dispositions... Le colonel de la garde de Paris devrait être parti pour Beauvais depuis huit jours, et il ne s'en va que demain : cela m'embarrasse. Juge du duc d'Enghien, membre de toutes les commissions militaires, cet homme a trop obéi à son maître ; il doit craindre d'en changer. Dispersion son régiment par compagnies : de cette façon le colonel n'aura pas de commandement. L'essentiel est de couper les bras au pouvoir, de rompre la chaîne des autorités. (*Il écrit.*) Ce pauvre archichancelier ! quel réveil je lui prépare ! Ma foi ! s'il résiste, je lui brûle la cervelle... Non, je n'aurai pas le temps. Que peut-il faire sans les ministres ? — Il peut aller au Luxembourg, rassembler quelques sénateurs. Ce serait

un centre... Envoyons là quelques uns de ces vieux officiers dont le patriotisme effraya Bonaparte, et qu'il a rappelés par nécessité. Si je savais les noms des capitaines de la 10^e cohorte ! Je dois en connaître quelques uns. Soulier, leur colonel, était autrefois un chaud républicain. Il n'a pas changé comme tant d'autres : il serait général. Eh bien ! s'il est républicain, il doit favoriser les officiers qui pensent comme lui et leur donner le commandement des compagnies d'élite, à cause de la haute solde. Nul doute. Prenons un capitaine de grenadiers. (*Il écrit.*) « La compagnie de grenadiers du 1^{er} bataillon de la 10^e cohorte occupera le palais du Luxembourg... » (*Examinant d'autres papiers.*) C'est bien : tout est prévu maintenant. Mais à quoi bon : quelques lignes du *Moniteur* peuvent anéantir tant de travaux et d'espérances... Dix heures ! Que le temps me paraît long !

LAFON , MALET.

MALET, *vivement.*

Quelle nouvelle ?

MALET.

LAFON.

Aucune.

MALET.

Rien dans les journaux ?

LAFON.

Rien.

MALET.

Excellente nouvelle ! Ce soir, avant le souper, nous nous informerons des bruits de la ville.

LAFON.

On doit avoir de grandes inquiétudes.

MALET, *avec joie.*

Le 18 octobre est retrouvé.

LAFON.

Cette fois, le frère de l'abbé Boutreux nous amènera les chevaux : c'est un petit professeur qui est venu à Paris solliciter une place. L'abbé a voulu savoir le motif de cette expédition nocturne : j'ai prétexté l'évasion de l'abbé Laroque,

comme avec ce bon Camano j'avais prétexté l'enlèvement du roi d'Espagne. Je m'instruis à votre école.

MALET.

Oui, mais moi je ne parle pas si haut.

LAFON.

La porte du corridor est fermée. — Ah! j'ai plusieurs observations à vous faire sur notre plan : êtes-vous bien sûr de pouvoir entraîner le régiment de la garde de Paris?

MALET.

Aussi facilement que la 10^e cohorte. Tous ces soldats d'un jour veulent la paix.

LAFON.

Mais leurs chefs pourraient bien réfléchir.

MALET.

Ils en ont perdu l'habitude : d'ailleurs nous ne leur en laisserons pas le temps.

LAFON.

A propos, nous avons oublié la préfecture de la Seine.

MALET.

MALET.

J'y ai pensé, moi.

LAFON.

Qui nommons-nous ?

MALET.

Le préfet actuel. Bon administrateur, parfait honnête homme, peu de fortune, des enfants : il est né préfet ; laissons-le préfet.

LAFON.

Aura-t-il assez d'énergie ?

MALET.

Voulons-nous en faire un conspirateur ? Souvenez-vous donc que l'empereur est mort.

LAFON.

Mais le préfet pensera au Roi de Rome.

MALET.

Il pensera à sa préfecture. Un fonctionnaire public ne voit que sa place. Rien de meilleur dans une révolution que ces gens-là. Dès que le

pouvoir se déplace, ils le suivent, se groupent autour de lui, et les masses autour d'eux. L'empereur mort, qu'est-ce que le Roi de Rome? un bâtard. Qui songera à lui? sa mère tout au plus. Vous verrez : je veux que demain, à pareille heure, Fontanes nous ait déjà débité quatre ou cinq discours au nom du sénat, de l'université, du conseil d'état, que sais-je? Ah! nous allons lui donner de l'ouvrage.

LAFON.

Comment! nous ne le destituons pas?

MALET.

Destituer Fontanes! Et où donc trouver une meilleure trompette pour les fanfares?

LAFON.

Après tout ce qu'il a fait...!

MALET.

Qu'importe? Nous ne sommes que deux, et vous voulez épurer notre parti! Hormis les ministres, conservons provisoirement tous les fonctionnaires publics, et la révolution est faite.

MALET.**LAFON.**

Mais parmi ces fonctionnaires de l'empire il y a de vieux jacobins...

MALET.

Plus royalistes que vous dans l'occasion. Bonaparte ne les a-t-il pas emmarquisés? ne portent-ils pas maintenant la livrée avec les bas de soie, l'habit à la française et le chapeau à plumes? Il n'y a que les galons à changer; et le duc d'Otrante lui-même...

LAFON.

L'horrible Fouché de Nantes?

MALET.

Ce n'est plus Fouché de Nantes: c'est le duc d'Otrante.

LAFON.

Un régicide!

MALET.

Prêt à devenir le ministre du frère de Louis XVI, si l'on veut.

LAFON.

Oh ! général !

MALET.

Mon cher abbé , je ne sais pas qui diable vous avez confessé , mais vous ne connaissez guère les hommes. Au reste , toutes ces questions , le gouvernement provisoire les décidera. Vos amis en sont membres : ainsi brisons là-dessus.

LAFON.

J'ai parlé à ces messieurs.

MALET.

Comment ! malgré vos promesses , malgré votre serment. Vous saviez que je ne voulais pas de complices. Beau chef-d'œuvre ! A présent , faites ce que vous voudrez ; je ne m'en mêle plus !

LAFON.

Général , ne vous emportez pas. Ces messieurs...

MALET.

Eh parbleu ! je les connais bien : ils l'ont déjà écrit au pape , aux cardinaux , à toutes les comères. Maintenant la police en sait autant et même

plus que nous. Allez ! faites des conspirations avec le faubourg Saint-Germain, et que Dieu vous bénisse !

LAFON.

Mais je n'ai rien dit : nous avons causé vaguement de ce qu'on pourrait entreprendre, des secours que nous prêterait la Vendée, de la composition du gouvernement provisoire... Alors ils m'ont communiqué une proclamation sublime, rédigée, au commencement de l'émigration, par M. de Rivarol. La voici. Je crois qu'elle vous plaira.

MALET, *après avoir lu.*

Abbé Lafon, vous me trompez. Cette proclamation a été rédigée nouvellement. Vous avez bavardé... Vous voulez nous faire fusiller en pure perte : vous y réussirez. (*On entend frapper.*) Tenez, peut-être vient-on déjà nous arrêter.

LAFON, *effrayé.*

Oh ! mon dieu !

MALET, *ouvrant.*

Qui est là ?

RATEAU, *en dehors.*

C'est moi, mon général.

MALET, *revenant, à Lafon.*

Eh bien ! vous êtes tout pâle...

MALET, LAFON, RATEAU.

MALET.

Rateau, il faut aussi recopier ces manuscrits.

RATEAU.

Je m'étais donc trompé partout, mon général ?

MALET.

Non ; cette fois, c'est moi.

RATEAU.

A la bonne heure ; car il me semblait bien avoir
laissé toutes ces dates-là en blanc.

MALET.

J'avais mis 18 octobre... : cela s'est passé le 22.

MALET.

RATEAU.

Faudra-t-il mettre 22 ?

MALET.

Oui.

RATEAU.

Ça fera un fameux tome , d'après tout ce que nous avons écrit.

MALET.

il faut qu'il paraisse incessamment. Allons, vite au travail : le libraire attend.

RATEAU.

Je crois bien... : ça lui rapportera de l'argent , votre Histoire des guerres de la révolution. Elle est si amusante à lire , que je m'amuse rien que de copier.

MALET.

C'est bon : passez dans mon cabinet et dépêchez-vous. (*Rateau prend les papiers et passe dans le cabinet, dont la porte reste entr'ouverte.*) (*Bas à Lafon.*) Votre proclamation ne vaut rien ; il faut parler aux masses, et vous ne parlez qu'aux

vieux salons. (*Lisant.*) « Français, les enfants de saint Louis. » C'est du grec, cela : je vais vous en donner la preuve. (*Elevant la voix.*) Rateau, qu'est-ce que saint Louis ?

RATEAU, *dans le cabinet.*

C'est un saint.

MALET.

Qu'est-ce que les enfants de saint Louis ?

RATEAU.

Ah ! dame, je ne sais pas. Je crois qu'un saint ne peut pas avoir d'enfants, parce qu'alors ça ferait un prêtre marié. Mais M. l'abbé Lafon vous expliquera ça mieux que moi.

MALET, *à Lafon.*

Eh bien ! (*Il déchire la proclamation.*) Rapportez-vous-en à moi : la paix, l'abolition des droits réunis et de la conscription ; une haute-solde pour la troupe ; à défaut d'argent, quelques mandats sur la banque, quelques grades distribués à propos, avec cela on va loin. Rivarol ne connaissait pas cette éloquence : c'est la bonne. A ce soir, dans le salon. Si je puis avoir le mot d'ordre, je ferai sonner ma montre... Adieu ; de la discrétion.

tion. (*Le rappelant.*) Défiez-vous surtout de ce M. de Livrolles, qui vient tous les jours ici déclamer contre le gouvernement.

LAFON.

Quel soupçon ! un chevalier de Malte !

MALET.

Fût-il chevalier de Saint-Louis, je ne m'y ferais pas.

LAFON.

Sans vous, je lui aurais pourtant tout confié : il déteste Bonaparte si cordialement....

MALET.

Et si hautement, qu'il serait depuis long-temps à Vincennes, si on ne le croyait pas plus utile ici.

LAFON.

Mais je l'ai connu en émigration.

MALET.

Et pensez-vous que la police vous enverrait un bonnet rouge pour confident ? Mon cher abbé, il vous faut encore dix conspirations, et cinq ou six condamnations à mort, pour vous former.

MALET.

45

LAFON.

Vous soupçonnez toujours le mal.

MALET.

Aussi me trompé-je rarement. Adieu. — A minuit. — Soyez prêt.

LAFON.

Sortirons-nous encore par la petite porte du jardin.

MALET.

Il n'y a pas d'autre chemin.

LAFON.

Mais la clé?

MALET.

Nous devons la retrouver à la même place : on ne s'est aperçu de rien ; elle y était encore hier.

LAFON.

A propos , puisque vous faites la proclamation, promettez-leur une constitution , la liberté , l'égalité , tout ce qu'ils voudront : il faut un peu de machiavélisme.

MALET, *le reconduisant.*

Oui, oui, soyez tranquille. (*Lafon sort.*)
Race incorrigible ! du fond de leur cachot ils rêvent toujours le pouvoir absolu ! Ils pensent déjà à violer les serments qu'ils n'ont pas faits encore ! et parce qu'ils mentent, ils se croient des Machiavels !... Le pouvoir absolu ! hé ! qu'en feriez-vous donc, imbécilles ?

RATEAU, *sortant du cabinet.*

Mon général, voilà une phrase que je ne puis pas lire.

MALET.

J'écris si mal. Voyons. « Toutes les cartes de-
« vront porter le timbre *L.* » Vous ferez dix copies de ce papier-là.

RATEAU.

Dix ? Alors, je reviendrai plus tard, car je ne puis pas manquer à la parade.

MALET.

Gardez-vous-en bien : on vous mettrait encore à la salle de police. A propos, j'ai vu ce matin le général Lamothe ; je lui ai parlé de

vous : vous pouvez espérer de l'avancement.

RATEAU.

Vous êtes bien bon, mon général.

MALET.

Sur ma recommandation, vous allez passer officier.

RATEAU.

Officier ! mais je n'ai que deux ans de service, sans campagnes.

MALET.

Les élèves de Saint-Cyr en ont-ils plus que vous ?

RATEAU.

Ils ont l'instruction.

MALET.

Et n'avez-vous pas une très belle écriture ?

RATEAU.

Le fait est que nous avons de vieux capitaines d'une bêtise... ! Je commanderais cent fois mieux.

MALET,

Enfin, j'aurai fait un heureux, et ce sera une consolation au milieu de mes chagrins : mon père est toujours si malade...

RATEAU.

Vous avez reçu de ses nouvelles ?

MALET.

Il me demande à chaque instant ; je ne le reverrai peut-être plus.

RATEAU.

Dans le fait, c'est ennuyant : il faut y aller. Le directeur de la maison de santé est un brave homme ; il vous permettra bien...

MALET.

Sans doute ; mais j'ai peur de le compromettre.

RATEAU.

Du tout. Vous mettrez votre redingotte bleue et un chapeau à trois cornes ; alors, si vous tombez dans une patrouille, vous répondrez : Adjudant de place faisant sa ronde.

MALET.

Et le mot d'ordre ?

RATEAU.

Je vous l'apporterai à huit heures, comme nous en étions convenus l'autre fois.

MALET.

Eh bien ! je vous attends ce soir ; pas ici, de peur d'éveiller les soupçons, mais rue Saint-Gilles.

RATEAU.

Chez le curé espagnol, l'ami de votre libraire ?

MALET.

Oui. Vous m'apporterez le mot d'ordre vous-même ; vous-même, entendez-vous bien : je ne veux pas d'autre confident ; je crains tant de compromettre le directeur de cette maison....

RATEAU, *avec mystère.*

Tout le monde n'est pas aussi délicat que vous, mon général.

MALET.

MALET.

Que voulez-vous dire ?

RATEAU.

J'ai découvert une conspiration.

MALET.

Une conspiration !

RATEAU.

Oui ; je vois tout , moi. Il y en a ici qui comptent.

MALET.

Qui ?

RATEAU.

Vous ne vous en douteriez jamais : M. Lafon , le prêtre.

MALET.

Impossible ! ConteZ-moi donc cela.

RATEAU.

Voici la chose : Un curé inconnu m'accoste dans la rue par mon nom : « M. Rateau ; auriez-

vous la bonté de remettre cette lettre à M. l'abbé Lafon ? Je la remets. L'abbé dit : Je sais ce que c'est. Moi, sans faire semblant, j'ai regardé par-dessus son épaule, et j'ai lu... devinez.

MALET, *troublé.*

Comment voulez-vous que je devine ?

RATEAU.

Un passe-port pour l'Italie ! Voyez - vous la malice ? Je me suis dit : C'est pour s'en fuir.

MALET.

Et où irait-il donc ? Il n'a pas le sou. Trop heureux d'être ici logé et nourri gratis.

RATEAU.

C'est égal. J'ai été prévenir le maître de la maison.

MALET.

Quoi ! vraiment ?

RATEAU.

Ma foi ! oui. Par malheur, il était sorti. Mais il est rentré maintenant, et en m'en allant je vas...

MALET.

MALET.

Je vous le défends, Rateau. Un soldat, que dis-je? un officier ne doit pas faire le métier d'espion.

RATEAU.

Mais, général, si l'abbé s'enfuit, mon oncle le concierge sera destitué.

MALET.

L'abbé Lafon ne songe guère à s'échapper. Je connais l'affaire. Il m'en a assez rebattu les oreilles. Ce passe-port est pour un autre prêtre, une vieille perruque, que l'archevêque poursuit à cause d'un sermon, d'une bulle des cardinaux. Vous savez bien, depuis que l'empereur a destitué leur pape, ces pauvres gens ont perdu la tête. Ils cabalent, ils bavardent, chantent des litanies. C'est un commérage, une comédie à mourir de rire.

RATEAU, *riant*.

Ah! ah! ils veulent tous la place du pape. Je crois bien; elle est bonne: rien à faire.

MALET.

Il est bientôt midi. Courez à la parade, et re-

venez vite. Nous avons encore beaucoup à travailler... Ne vous arrêtez pas chez le concierge : c'est un bavard. (*Rateau sort.*) Que signifie ce passe-port? L'abbé Lafon a peur...! En effet, seul, sans argent, du fond d'une prison, s'attaquer à ce colosse qui commande un million de soldats, et qui fait trembler tous les peuples et tous les rois de l'Europe!... Eh bien! il tombera ce colosse. Un prêtre ne sait pas ce que peut l'amour de la liberté. — Mais Lahory, mais Guidal, ne s'effraieront-ils pas aussi de tant d'audace...? Un moment d'hésitation pourrait tout perdre. Ils ne sauront rien.

Entre le médecin, directeur de la maison de santé.

MALET, LE MÉDECIN.

LE MÉDECIN.

Bonjour, général, bonjour. Comment vous portez-vous ce matin? Où en est votre Histoire de la campagne d'Italie?

MALET, *prenant un air riant.*

Vous me voyez dans le feu de la composition.

Je parlais tout seul, comme un poète. Me voilà tout-à-fait homme de lettres.

LE MÉDECIN.

Vous travaillez trop, beaucoup trop. Cela vous rendra malade. (*D'un ton ironique.*) Toujours enfermé dans votre chambre....

MALET.

Vous avez pourtant un magnifique jardin.

LE MÉDECIN.

Un peu petit; mais il est facile d'en sortir, surtout quand on sait où je mets la clé.

MALET.

Que voulez-vous dire?

LE MÉDECIN.

Que vous avez abusé de ma confiance, général.

MALET.

Moi?

LE MÉDECIN.

Vous êtes sorti lundi soir.

MALET.

On vous a trompé.

LE MÉDECIN.

Je vous ai vu rentrer... Je comptais sur votre parole, j'en y compte plus, et j'ai prévenu la police.

MALET.

Eh quoi! vous voulez donc me perdre? Ne suis-je pas déjà assez malheureux?

LE MÉDECIN.

Général, vous connaissez la responsabilité qui pèse sur ma tête...

MALET.

Eh bien! oui, je suis sorti... Mon père est malade... : j'ai voulu le voir...

LE MÉDECIN.

Oh! je suis bien persuadé que vous n'aviez pas de mauvais desseins... Mais j'ai dû faire mon rapport, et je l'ai fait.

MALET.

Vous l'avez fait?

LE MÉDECIN.

Mardi matin. Je ne perds jamais de temps.
C'était mon devoir.

MALET.

Mardi?

LE MÉDECIN.

Oui, mardi... Et je suis bien aise de vous avoir
prouvé qu'on ne me trompe jamais.

MALET, *souriant*.

Eh! qui songe à vous tromper? Vous êtes plus
fou que vos malades. Allez prendre des douches.

LE MÉDECIN.

Général...

MALET.

Allez au moins en donner, puisque vous tenez
tant à faire votre devoir... Quant à moi, je me
porte bien, et je veux être seul. (*Le médecin
sort.*) Mardi! et je ne suis pas à Vincennes! La
police m'a donc oublié... Peut-être! Le maître
est loin, les valets se reposent. Si elle n'envoie
ses agents que demain, ils arriveront trop tard...

Allons, me voilà entre la mort et la liberté...
Au plus tôt prêt. Mais comment sortir maintenant?...

Il passe dans son cabinet.

SCÈNE III.

Le salon de la maison de santé.

MALET, LAFON, LE MÉDECIN, M. DE LIVROLLES,
PLUSIEURS HABITANTS DE LA MAISON.

Malet joue aux cartes avec M. de Livrolles.

LIVROLLES.

Quinze jours sans nouvelles!

MALET.

Aurait-on des inquiétudes?

LIVROLLES.

Il est impossible que le gouvernement ne sache rien, et ce silence devient alarmant. Qu'en pensez-vous, M. l'abbé?

LAFON.

C'est inquiétant.

UNE DAME.

Très inquietant.

LE MÉDECIN.

Patience! je parie que ce soir on lit un bulletin à l'Opéra.

UN JEUNE HOMME.

C'est magnifique, dit-on, cette *Jérusalem déli-
liorée*. Geoffroy lui-même en fait l'éloge.

LA DAME.

J'y étais le même jour que l'impératrice : on l'a re-
çue avec un enthousiasme, des applaudissements...!

LIVROLLES.

Payés par la police.

LE MÉDECIN.

Vous voyez la police partout.

LIVROLLES.

Je la vois où elle est.

MALET, à *Livrolles*.

Vous oubliez de marquer votre point.

LA DAME.

Sa Majesté avait une robe bleu-Marie-Louise, garnie de chinchilla. Elle a paru s'amuser beaucoup; on dit même qu'elle a complimenté l'auteur.

LE JEUNE HOMME.

M. Baour de Lormian; je le connais. Il va se croire un plus grand génie que l'empereur.

MALET.

Ses vers n'iront pourtant pas si loin.

LE MÉDECIN.

Je crois bien : le *Journal de l'Empire* assurait hier qu'il y a plus loin de Paris à Moscou que de la Macédoine aux dernières conquêtes d'Alexandre-le-Grand.

MALET.

Espérons que Napoléon-le-Grand sera plus heureux et qu'il reverra son empire.

LE MÉDECIN.

Il n'y a rien à craindre : l'étoile de l'empereur est toujours là!

LA DAME.

Son étoile , son étoile , c'était Joséphine : depuis le divorce , voyez si les choses vont aussi bien.

MALET.

En effet , nous venons de perdre la bataille des Aropiles , en Espagne.

LE MÉDECIN.

Parce que l'empereur n'y était pas.

LAFON.

Nous ne l'avons pas moins perdue.

LA DAME.

Qu'on fasse la guerre aux Espagnols , à la bonne heure ! ce sont des insurgés ; mais pourquoi aller en Russie ?

LE JEUNE HOMME.

Cela fait doubler le prix des remplaçants.

LE MÉDECIN.

Tant pis pour les remplacés. Si j'étais jeune , je partirais le sac sur le dos.

LE JEUNE HOMME.

Mais quand on a mal à la poitrine?

LE MÉDECIN.

Alors on se met, comme vous, dans une maison de santé.

LA DAME.

Oui, et bientôt nous ne pourrons plus marier nos filles qu'à des asthmatiques. Vous avez beau dire, Joséphine n'aurait pas laissé faire la guerre en Russie : c'est un pays trop froid.

LE MÉDECIN.

Qu'importe à nos braves le chaud ou le froid? Je crois avoir deviné le plan de l'empereur.

MALET.

Vraiment?

LIVROLLES.

Pourquoi pas? A l'armée de Condé, moi, je saisisais la raison de tous nos mouvements.

LE JEUNE HOMME.

Qu'appellez-vous l'armée de Condé?

LIVROLLES.

L'armée des princes, pendant la révolution.

LE JEUNE HOMME.

Ah ! oui, dans la Vendée.

LAFON.

Non, en Allemagne.

LIVROLLES.

Vraiment on ne sait plus rien maintenant. (*Au jeune homme.*) Le prince de Condé, monsieur, est un Bourbon, un de nos plus grands hommes de guerre, le grand-père de cet infortuné duc de...

LE MÉDECIN, *l'interrompant.*

Messieurs, messieurs, il ne s'agit point du passé : occupons-nous du présent. (*Il prend des fiches.*) Tenez, voilà Moscou. L'empereur y concentre toutes ses troupes. Il les laisse reposer quinze jours, trois semaines ; puis il s'élance, avec la rapidité de l'aigle, de Moscou sur Saint-Pétersbourg, que voici. Là, nous passons l'hiver ; et, au printemps prochain, nous pénétrons dans l'Inde, en traversant la Perse : alors, adieu la puissance britannique.

LIVROLLES.

C'est à vous de jouer, général.

MALET.

Pardon : la politique me fait oublier mon jeu.

LIVROLLES.

Il n'y paraît pas, car vous gagnez toujours.

MALET.

Pique, trèfle, atout. — Je marque deux points.
— M. le docteur, il y a une erreur dans votre plan : comment l'armée pourra-t-elle se refaire à Moscou, puisqu'il n'existe plus?

LE MÉDECIN.

Eh bien voilà une atrocité sans exemple ! brûler sa capitale ! Ce Ratopchin, quel scélérat ! Aussi *le Moniteur* le traite comme il le mérite. Le nom de *barbare anthropophage* lui restera. Il faut que l'Europe indignée voue les Russes au mépris de toutes les nations et appelle sur eux les malédictions des peuples à venir.

LIVROLLES.

Je crois (Dieu me pardonne !) que Buonaparte

veut les civiliser, ces barbares. N'a-t-il pas déjà établi un théâtre français au milieu des cendres de Moscou!

MALET.

Un beau jour les Cosaques pourraient bien venir cabaler au parterre.

LE JEUNE HOMME.

A propos, messieurs, que dites-vous du décret impérial sur les comédiens de Paris, daté du Kremlin? Voilà les querelles de M^{lle} Mars et de M^{lle} Leverd terminés.

LE MÉDECIN.

Quel génie universel!

LE JEUNE HOMME.

Avez-vous lu l'article de Damaze de Raymond ce matin? Il attaque Geoffroy dans le *Journal de l'Empire*! combat à outrance! ce sera délicieux.

MALET.

Petite guerre, pour faire oublier la grande.

LIVROLLES.

Vieille ruse de la police.

LE MÉDECIN.

Allons, encore la police.

LIVROLLES.

Qu'est-ce que ces gens-là? Des paillasses qui se battent pour occuper notre oisiveté. Bons amis du reste, après les coups et les injures, ils iront dîner ensemble et boire à la santé de qui les paie.

MALET.

Vous avez raison : ce sont des machines, des montres qu'un coup de pouce fait sonner.

Il fait sonner sa montre. — Lafon sort.

LIVROLLES.

Trente-six en carreau.

MALET.

Et moi, une impériale d'as.

LIVROLLES.

Vous avez gagné. Quelle veine de bonheur!

LE MÉDECIN.

Ce soir, le général fait comme l'empereur : il vole de victoire en victoire.

LA DAME.

Ne finiront-elles donc jamais , ces victoires ?
Quand aurons-nous la paix ?

LIVROLLES.

Oui , quand aurons-nous la paix ?

LE MÉDECIN.

Dès que nous aurons pris l'Angleterre : l'empereur l'a promis.

MALET , à *Livrolles*.

Oui, laissez-nous au moins prendre l'Angleterre.

Il se lève.

LE MÉDECIN.

Il faut en finir avec cette perfide Albion, planter nos drapeaux sur la tour de Londres, et donner ce pays-là au prince Eugène ou au duc de Reggio.

LIVROLLES.

Vous ne jouez plus , général ?

MALET.

J'ai mal à la tête , je vais me coucher.

LE MÉDECIN.

Voulez-vous emporter les journaux pour vous distraire ?

MALET.

Bien obligé ; je les ai parcourus ce matin : il n'y a rien.

LE JEUNE HOMME.

Il y a un article fort amusant sur les chansons de Désaugiers.

MALET.

Je n'y avais pas fait attention...

LE JEUNE HOMME.

Le général n'aime pas la littérature.

LE MÉDECIN.

Pardon ; mais le général a des opinions à lui : ne prétendait-il pas hier que la plus belle pièce qu'il ait jamais vue, c'est *Pinto* !

TOUT LE MONDE, *riant*.

Ah ! ah ! qu'est-ce que c'est donc que *Pinto*.

LE MÉDECIN.

Une espèce de pièce en prose et sans unité de lieu.

MALET, *gaiement.*

Ma foi ! elle me paraît admirable ; mais il se peut que je n'y entende rien. Moquez-vous de moi : je vous laisse pleine liberté.

Il sort.

LE MÉDECIN.

Ce pauvre général ! Il est aussi fort sur la littérature que sur tout le reste.

LIVROLLES.

Certes, ce n'est pas un homme dangereux.

LE JEUNE HOMME.

Pourquoi donc ne pas le mettre en liberté ?

LE MÉDECIN.

En votant contre le consulat à vie, il a inspiré autrefois des craintes ; mais c'est un bon homme, bien simple, et voilà tout. Ne se figure-t-il pas maintenant qu'il fait une Histoire des guerres de la révolution ! Il me disait ce matin :

« Me voilà devenu homme de lettres. »

TOUS, *riant.*

Ah! ah! ah! ce sera curieux.

LE MÉDECIN.

Comment donc ! il a pris pour secrétaire le neveu de mon portier.

LE JEUNE HOMME.

Pour corriger son style, sans doute. Divin! excellent! Voyez - vous l'abbé Feletz rendant compte de cet ouvrage-là?

LIVROLLES.

Ce pauvre général a donc le cerveau dérangé?

LE MÉDECIN.

Je le crois. Il y a de l'idéologie dans sa tête.

LA DAME.

Eh bien! donnez-lui quelques douches et renvoyez-le chez lui.

LIVROLLES.

Quelle tyrannie de garder en prison un malheureux.....!

LE MÉDECIN.

S'il a conspiré ?

LE JEUNE HOMME.

Plaisant conspirateur !

LE MÉDECIN.

Il est probable, du moins, qu'il a tenu quelques propos indiscrets : alors on a eu raison de l'arrêter. Je crois, par exemple, qu'on pourrait maintenant le relâcher sans danger.

LIVROLLES.

Il est bien inoffensif : je lui en donnerai le certificat quand il voudra.

LE JEUNE HOMME.

Nous le signerons tous. D'ailleurs, qui songe à conspirer maintenant ?

LE MÉDECIN.

Ah ! la dynastie de Napoléon-le-Grand a des bases plus solides que la monarchie de Charlemagne. Elle s'appuie sur l'airain de la Colonne.

LIVROLLES.

Mais, docteur, vous apprenez donc par cœur
tous les journaux ?

UN DOMESTIQUE, *annonçant.*

Monsieur, le souper est servi.

Tout le monde se lève.

LIVROLLES.

Où est donc M. l'abbé Lafon ?

LE MÉDECIN.

Il ne soupe jamais. Allons boire à la santé du
vainqueur de la Moskowa.

Tout le monde sort.

SCÈNE IV.

Chambre de Camano.

RATEAU, CAMANO, Puis BOUTREUX.

RATEAU.

Le général ne viendra pas, à présent.

CAMANO.

Vous croyez ?

RATEAU.

Il fait trop mauvais temps. Quelle heure est-il donc, s'il vous plaît?

CAMANO.

Bientôt minuit.

RATEAU.

Minuit! Et le général qui me recommandait de ne pas me faire mettre à la salle de police! M'y voilà pour huit jours, au moins. Tant pis : j'ai promis d'attendre, j'attendrai. (*Regardant à la fenêtre.*) Coquin de temps! quelle averse! des gouttes larges comme des parapluies. (*Voyant Camano en prières.*) Monsieur le curé, si vous priez pour le beau temps, on ne vous écoute guère là-haut.... Ah! j'entends quelqu'un qui monte l'escalier : voilà le général. (*Il prend une lumière et va ouvrir.*) Non, c'est un bourgeois.

CAMANO.

L'abbé Lafon?

RATEAU.

Non ; un bourgeois, je vous dis.

CAMANO.

Qui donc ?

Entre Boutreux.

BOUTREUX, à *Rateau*.

Est-ce à M. l'abbé Lafon que j'ai l'honneur de parler ?

RATEAU.

Tiens ! ai-je l'air d'un curé, par hasard ?

BOUTREUX.

Je pouvais croire qu'il s'était déguisé.

RATEAU.

Déguisé ! Est-ce que les prêtres se déguisent ? D'ailleurs nous ne sommes pas en Carnaval. (*A part.*) Voilà une bonne bête, par exemple !

CAMANO.

Que demandez-vous, monsieur ? Qui êtes-vous ?

BOUTREUX.

Le frère de l'abbé Boutreux. J'amène les chevaux....

RATEAU.

Eh! que ne parliez-vous donc? Entrez, entrez. Vous amenez les chevaux pour le général?

BOUTREUX.

Non, pour M. l'abbé Lafon.

RATEAU.

C'est pour le général Malet. L'abbé Lafon ne viendra pas ici.

CAMANO.

Si fait, il viendra.

RATEAU, à *Camano*.

Il ne viendra pas : je sais de quoi il retourne, peut-être. Continuez votre prière. (*A Boutreux.*) Voulez-vous vous rafraîchir? (*Il prend une bouteille et lui verse à boire.*) C'est de la tisane de Mâcon, un remède souverain contre le brouillard.

BOUTREUX.

Un brouillard bien humide ; on pourra dire demain : *Nocte pluit tota.*

RATEAU.

Ah! ah! vous êtes donc Espagnol aussi?

BOUTREUX, *buvant.*

Pardon, je suis professeur....

RATEAU.

D'équitation?

BOUTREUX.

Professeur de sixième.

RATEAU.

De sixième! Alors, asseyez-vous. (*Bas à Camano.*) Il est ivre comme le vin, ce chrétien-là; il ne sait ce qu'il dit.

BOUTREUX, *à Rateau.*

Ces pauvres chevaux que j'ai laissés dans la cour, j'ai peur....

RATEAU.

Qu'ils ne s'enrhument?

BOUTREUX.

Qu'ils ne rompent l'attache.

MALET.

CAMANO.

Le portier y veillera ; ne craignez rien.

Entre Lafon , tout pâle et boitant.

—

LES PRÉCÉDENTS, LAFON, puis MALET.

LAFON.

Ah ! mon dieu ! J'ai cru que je n'arriverais jamais.

Il s'assied.

CAMANO.

Qu'avez-vous ?

LAFON.

Une entorse : en sautant par dessus le mur....

RATEAU.

Aussi, M. l'abbé Lafon, que diable aviez-vous besoin d'affranchir les murs et de venir ici ? Ah ça vous allez donc confesser le père du général ? On aurait pourtant bien trouvé, dans les églises...

BOUTREUX, à *Lafon*.

Mon frère m'avait dit que l'abbé Laroque....

RATEAU.

L'abbé Laroque ou un autre : il ne manque pas de prêtres pour confesser les morts.

BOUTREUX.

Expliquons-nous.

LAFON.

C'est tout expliqué.

RATEAU, à *Boutreux*.

Certainement : c'est bien clair, mon cher ami ; mais vous avez la vue trouble. — Ah ! cette fois, voici le général, j'en suis sûr : je reconnais l'odeur de sa pipe.

Entre Malet.

MALET.

Pardon, messieurs, si j'arrive si tard ; mais le ministre de la guerre m'a fait appeler. Grande nouvelle ! l'empereur est mort.

RATEAU.

Quel malheur ! est-il possible ?

MALET.

A demain les oraisons funèbres. M. Camano, le ministre a dû m'envoyer ici des uniformes, et des dépêches cachetées. Les voilà. Bien (*Il s'habille.*) Rateau, je reprends du service, et le ministre, à ma sollicitation, vous a nommé mon aide-de-camp, avec le grade de lieutenant. Demain vous recevrez votre brevet. Voici votre uniforme.

RATEAU.

Officier ! aide-de-camp ! moi ?

MALET.

D'autres récompenses vous attendent : je suis chargé d'une mission importante... Il y aura peut-être du danger.

RATEAU, *s'habillant.*

Je me moque bien du danger : je suis de la famille Rateau. A la vie, à la mort, mon général. — On aurait fait cet uniforme exprès pour moi, qu'il ne m'irait pas mieux. — Ah ça, nous n'allons donc pas chez monsieur votre père ?

MALET.

77

MALET.

Non. Le service avant tout.

RATEAU.

Je vous avais apporté le mot d'ordre : *Compiègne et Conspiration.*

LAFON, *effrayé, bas à Malet.*

Conspiration ! Général, ce mot est bien extraordinaire.

MALET.

Pas plus qu'un autre. — M. Lafon, d'après les ordres du ministre, je dois être accompagné d'un officier civil pour proclamer les décrets du gouvernement. En vertu de mes pouvoirs extraordinaires, je vous nomme commissaire de police : voici votre écharpe.

LAFON, *tout tremblant.*

Général, excusez-moi.... Vous n'avez que deux chevaux, l'un pour vous et l'autre pour votre aide-de-camp.....; et il me serait impossible de faire un pas.... Des douleurs horribles...

MALET.

RATEAU.

Il s'est donné une entorse au pied.

MALET.

En effet, quelle pâleur ! Je vois que vous ne seriez bon à rien. — (*A Boutreux.*) Alors, monsieur, c'est vous qui êtes commissaire de police. Au nom de la loi, je vous somme de m'accompagner.

Il lui donne l'écharpe.

BOUTREUX, *mettant l'écharpe.*

Avec plaisir. — Mais l'abbé Laroque ?

MALET.

L'abbé Laroque est libre de droit. Vous le verrez demain dans *le Moniteur*. — Allons, mes dépêches. — Rateau, à cheval.

Sortent Rateau et Boutreux, éclairés par Camano.

LAFON.

Général, je vous suis ; je veux mourir avec vous.

MALET.

Non, mon ami : vous avez un passeport, pro-

fitez-en et emmenez Camano. Vainqueurs, nous nous reverrons ; vaincu, je n'aurai pas de complices ; et si ma tête tombe, elle tombera seule. — Adieu !

Il sort.

CAMANO , *revenant , à Lafon.*

Un vendredi !

Il sort avec Lafon , qui ne boite plus.

FIN DU PREMIER ACTE.

ACTE DEUXIÈME.

SCÈNE PREMIÈRE.

LE COLONEL SOULIER, UN SERGENT, ensuite
MALET, RATEAU, BOUTREUX et PICQUEREL.

Chambre de Soulier, à la caserne des Minimes.

Le colonel Soulier est au lit.

LE SERGENT.

Mon colonel, pardon si je vous réveille dans
votre maladie; mais c'est de la part du sénat.

SOULIER, *s'éveillant.*

Du sénat! (*Regardant sa montre.*) A deux
heures du matin! Qu'y a-t-il donc?

LE SERGENT.

Un général avec son aide-de-camp et un com-
missaire de police.

SOULIER.

Quel général?

LE SERGENT.

Tenez , le voilà.

Entrent Malet, Rateau et Boutreux.

MALET.

Colonel Soulier, faites prendre les armes à votre cohorte.

SOULIER.

Qu'y a-t-il donc de nouveau, mon général ?

MALET.

L'empereur est mort.

SOULIER.

L'empereur est mort ! Ah ! mon Dieu ! quel malheur !

RATEAU.

C'est ce que j'ai dit, c'est ce que tout le monde dira : quel malheur !

MALET, à *Soulier*.

Où est votre adjudant-major ?

SOULIER, *troublé.*

Oui, oui, mon général... Sergent, courez chez le capitaine Picquerel; courez vite chez tous les officiers.

MALET.

Non : il ne faut pas que cette nouvelle se répande encore dans Paris. Qu'on prévienne seulement les officiers logés au quartier, et qu'on fasse descendre toute la troupe dans la cour, sans bruit. Capitaine Rateau, suivez le sergent, et ne perdez pas de temps.

Rateau et le sergent sortent.

SOULIER.

Ah! mon Dieu, général, qu'allons-nous devenir?

MALET.

Rassurez-vous : toutes les mesures sont prises. Voici les ordres du ministre de la guerre. (*Il lui donne des papiers.*) M. le commissaire de police va vous donner lecture du sénatus-consulte.

BOUTREUX, *lisant.*

SÉNATUS-CONSULTE DU 22 OCTOBRE 1812.

« L'empereur ayant trouvé la mort sous les

« murs de Moscou, le sénat, réuni extraordinairement, décrète :

« ART. 1^{er}. Le gouvernement impérial est
« aboli.

« ART. 2. Il est remplacé par un gouvernement provisoire dont les membres méritent la
« confiance des troupes et de la nation.

« ART. 3. L'acte qui règle ce changement sera
« communiqué aux troupes dans les casernes par
« des généraux ou officiers d'état-major, accompagnés d'un commissaire de police.

« ART. 4. Le général Hullin, par une conduite
« inconsiderée dans la circonstance, ayant perdu
« la confiance du sénat, est remplacé par le général Malet... »

MALET.

C'est moi.

BOUTREUX, *continuant*.

« Par le général Malet, qui aura son quartier-général à l'Hôtel-de-Ville.

« ART. 5. Si des ministres, généraux, officiers d'état-major ou autres se présentent sans être
« munis d'une carte portant le timbre L, et conforme au modèle ci-joint, ils se trouveront mis
« hors la loi. Ils devront être arrêtés sur-le-champ

6.

« et conduits morts ou vifs au quartier-général
« de l'Hôtel-de-Ville.

« ART. 6. »

MALET, à *Boutreux*.

C'est bon. M. Soulier lira le reste. Donnez-
lui les pièces officielles.

LES PRÉCÉDENTS, PICQUEREL.

SOULIER.

Ah ! capitaine Picquerel , l'empereur est mort.

PICQUEREL.

Je le sais , mon colonel. C'est une fameuse mu-
tation à porter sur le rapport. Qu'allons-nous
faire sans lui ?

MALET.

Ce que nous faisons avant lui. Nous ne l'avions
pas à Fleurus, à Jemmapes; et cependant nous
n'allions pas trop mal.

PICQUEREL, *caressant sa moustache*.

Nous allions même très bien , je puis le dire.
Fleurus ! Jemmapes !

MALET.

Est-ce que ces souvenirs-là ne vous rajeunissent pas, colonel ? Réveillez-vous donc.

SOULIER.

Certainement, mon général... Mais je suis si malade ! excusez-moi. M. Picquerel, faites donc prendre les armes à la cohorte. Les ordres du ministre la mettent à la disposition du général... Mais donnez-moi donc mon uniforme. Il faut que je m'habille... — Général, a-t-on des nouvelles détaillées ?..... Que va devenir l'armée de Russie ?

MALET.

Elle n'existe plus.

SOULIER.

Eh ! mon Dieu ! toute la grande-armée !

PICQUEREL.

Cela fera de l'avancement... — Mais, colonel, si vous vous habillez de cette manière-là, vous ne serez jamais prêt. Voilà quatre fois que vous changez de chemise.

MALET.

SOULIER.

Je ne sais plus ce que je fais... J'ai une fièvre...

BOUTREUX, *lui tâtant le pouls.*

En effet, colonel, vous transpirez beaucoup. Vous avez de l'humeur : il faudrait vous purger. Entrent Rateau et un brigadier de dragons.

RATEAU.

Mon général, une patrouille de trois dragons de Paris qui passait devant la caserne. Si vous avez des dépêches à porter, ils serviront d'ordonnances.

MALET.

Les deux dragons resteront avec moi. Vous, brigadier, portez ces dépêches du ministre de la guerre aux 1^{er} et 2^e bataillons de la garde de Paris. Allez... au galop.

Le brigadier sort.

SOULIER.

Dépêchez-vous donc, M. Picquerel. La cohorte devrait déjà être sous les armes.

Picquerel sort.

MALET.

Colonel, vous êtes trop souffrant ; restez au lit.

SOULIER.

Qu'importe ma santé ? Le devoir d'un militaire...

MALET.

Vos preuves sont faites depuis long-temps, et vos services récompensés à la fin. (*Il lui donne de nouveaux papiers.*) Voici un décret du sénat qui vous nomme général de brigade, et me charge de vous remettre, à titre de gratification, ce bon de cent mille francs sur la Banque. Trouvez-vous à l'Hôtel-de-Ville à sept heures : cela suffira. Vous prendrez le commandement en chef de toutes les troupes qui seront sur la place de Grève. Voici l'état nominatif de ces troupes et vos instructions. Cette dépêche est pour le préfet de la Seine : vous la lui donnerez vous-même.

SOULIER.

Oui, mon général.

PICQUEREL, *entrant.*

La cohorte est rassemblée.

MALET.

Partons...

SOULIER, *se recouchant.*

M. Picquerel, vous êtes le plus ancien capitaine : vous commanderez la cohorte. Si le général le permet, je garderai une compagnie pour mon escorte.

MALET.

Sans doute; la 2^e compagnie restera au quartier. Adieu, colonel. Le gouvernement compte sur vous.

RATEAU, *à lui-même.*

Un brave militaire tout de même! Ça doit bien le gêner d'être malade.

SCÈNE II.

La cour de la caserne.

GRUPE D'OFFICIERS, puis RATEAU. — SOLDATS DANS LE FOND.

STENHOWER.

Lui mort! on voit bien que vous ne le connaissez pas.

REGNIER.

Quand on vous dit que c'est vrai.

FESSARD.

Devant le boulet , tous les Français sont égaux.

REGNIER.

Voilà l'aide-de-camp du général : il va nous dire.... (*A Rateau , qui s'approche.*) Sait - on comment il est mort ?

RATEAU.

Sous les murs de Moscou.

STENHOWER.

Assassiné ?

RATEAU.

Par un biscaien qui lui est entré dans l'œil et lui est sorti par l'oreille. Il a crié au secours ; mais il n'était plus temps. Sa cervelle a jailli sur la figure du prince de Neufchâtel, qui s'est trouvé mal de chagrin.

FESSARD.

Ma foi ! tant pis ! Chacun son tour : il en a assez fait tuer avant lui.

MALET.

RATEAU.

C'est ce qu'il a dit en mourant : J'ai été trop prodigue de mes soldats.

FESSARD.

D'ailleurs il était là depuis assez long-temps. Nous verrons ce que feront les autres.

STENHOWER.

Nous n'avons rien à y voir : nos chefs nous commandent, et nous obéissons.

REGNIER.

Voilà un coup bien disgracieux pour de vieux officiers comme nous, à la veille de notre retraite...

LEFÈVRE.

Monsieur l'aide-de-camp, le nouveau gouvernement conserve-t-il la croix d'honneur ?

FESSARD.

Non, non, plus de distinctions.

LEFÈVRE.

Tiens, parce que vous ne l'avez pas ; mais ce n'est pas une raison.

FESSARD.

Je ne l'ai pas, parce que je ne l'ai pas voulu...
Je n'aime pas les nobles, moi.

RATEAU.

J'ai cru d'abord toutes les décorations abolies,
et j'ai ôté la mienne, comme vous voyez. Mais il
paraît qu'on ne supprime que la croix. Le général
a encore son ruban : ainsi le ruban est conservé.
Les officiers décorés ôtent leurs croix et gardent le ruban.

LEFÈVRE.

Pourvu que l'on conserve aussi la dotation.

RATEAU.

Parbleu! c'est l'essentiel. Tenez, voici le général.

—
LES PRÉCÉDENTS, MALET, BOUTREUX, PICQUEREL.

PICQUEREL.

Général, faut-il former le carré?

MALET.

Non, le cercle. Nous n'avons pas de temps à
perdre en manœuvres.

Picquerel fait former le cercle à la troupe.

MALET, se plaçant avec Boutreux et Rateau au milieu du cercle.

ORDRE DU JOUR DU 22 OCTOBRE 1812.

« Soldats ! l'empereur est mort sous les murs
« de Moscou. (*Murmures divers.*) Des mesures
« sont prises pour sauver les débris de l'armée.
« Le gouvernement provisoire, organisé par dé-
« cret du sénat, a nommé le général Malet com-
« mandant de la 1^{re} division militaire. La paix
« générale est proclamée ! la conscription abolie !
« (*Bravos.*) la Légion-d'Honneur conservée, et
« sa dotation doublée ! Dans huit jours, les sol-
« dats de la garnison de Paris qui voudront ren-
« trer dans leurs foyers recevront leurs feuilles de
« route ; les autres formeront les cadres de la
« garde du gouvernement, avec les avantages et
« prérogatives de l'ex-garde impériale. Haute-paie
« de trente sous pour la troupe, trois francs pour
« les sous-officiers, doubles appointements pour
« les officiers. (*Acclamations.*) Tout capitaine
« ayant quinze ans de service est de droit chef de
« bataillon. Sous vingt-quatre heures un mois de
« solde sera payé d'avance dans tous les grades,
« à titre de gratification. Vive le gouvernement
« provisoire ! vive la nation ! »

LES OFFICIERS ET SOLDATS.

Vive le gouvernement provisoire! vive la paix!
vive le général Malet!

MALET, *finissant de lire.*

« Pour copie conforme , le ministre de la
« guerre, signé le général Clarke , ex-duc de
« Feltre. »

FESSARD.

Ah! il n'y a plus de ducs! Bravo! Vive le gou-
vernement!

TOUTE LA TROUPE.

Vive le gouvernement!

MALET.

A l'ordre , messieurs les officiers.

Les officiers se groupent, dans le fond du théâtre, au-
tour de Malet, qui assigne à chacun son poste, et donne
des ordres à voix basse. Deux soldats et un sergent s'a-
vancent sur le devant de la scène.

1^{er} SOLDAT.

Eh bien! le grand vainqueur a donc descendu
la garde.

LE SERGENT.

Je l'avais prévu.

2^{me} SOLDAT.

Tant mieux ! Nous n'irons pas à la boucherie.
Je prends mon congé, moi ; et toi ?

1^{er} SOLDAT.

Moi, je reste. Je veux mourir sous les dra-
peaux.

2^{me} SOLDAT.

Parce qu'on a la paix ? Hier tu ne respirais qu'à
te faire réformer.

1^{er} SOLDAT.

J'avais l'ambition d'être domestique ; mais
puisque à présent un domestique gagnera moins
qu'un soldat, je reste soldat. — Oh ! regardez donc
le capitaine Borderieux qui s'arrache les cheveux.
Il paraît que la nouvelle ne lui fait pas plaisir. Il
est dans le cas de se tuer.

LE SERGENT.

Ah bien ! par exemple, s'il fallait se tuer pour
tous les gouvernements qui se changent, ce serait

pire que la mitraille. J'en ai tant vu , moi. Il y a eu un temps où le gouvernement c'était tout le monde ; et puis après ils n'ont plus été que cinq cents ; et puis après ils n'ont plus été que trois, les consuls , comme on disait pour lors ; et puis après, le Petit-Tondu s'est appelé le gouvernement à lui tout seul. Eh bien ! v'là qu'aujourd'hui il a reçu son décompte. Je l'avais bien dit. Bon voyage.

1^{er} SOLDAT.

Qu'est-ce que ça nous fait à nous autres : il y aura toujours de la troupe, et la troupe aura toujours ses distributions de pain.

2^{m^e} SOLDAT.

Qui ; mais v'là le vin à trois sous le litre ! l'aide-de-camp l'a promis. Ça n'est pas médiocre.

LE SERGENT.

Taisez-vous : voilà le capitaine.

BORDERIEUX , *s'essuyant les yeux.*

Je n'avais jamais pleuré ! Un si grand homme !...

LE SERGENT.

La nouvelle vous chagrine , mon capitaine ?

BORDERIEUX.

J'aimerais mieux avoir reçu un boulet dans le ventre.

LE SERGENT.

Écoutez donc, capitaine, il ne faut pas se manger l'âme. De tout temps, les gouvernements ça change comme les colonels; quand il n'y en a plus, il y en a encore.

BORDERIEUX.

Malheureux! c'est notre père que nous avons perdu.

LE SERGENT.

Oui, je sais bien. Mais si quand le père se meurt les enfants mouraient, ça ferait la fin du monde.

Mouvement au fond du théâtre. Les officiers se mettent à la tête de leurs troupes.

MALET.

Capitaine Picquerel, faites défilier les postes sans tambour. Capitaine Borderieux, vous resterez avec votre compagnie pour escorter le colonel. Rateau, vous avez le mot d'ordre; prenez

vingt-cinq hommes ; vous connaissez votre poste.

Malet monte à cheval. Les troupes défilent.

SCÈNE III.

La cour de la Force.

LE CONCIERGE, MALET, BOUTREUX, PUIS
GUIDAL, RATEAU, LAHORY, ET BOCHEIAMPE.

On frappe violemment.

LE CONCIERGE, *ouvrant le guichet.*

Que voulez-vous ?

BOUTREUX, *en dehors.*

Ouvrez donc : j'ai des ordres.

LE CONCIERGE.

Donnez.

MALET, *en dehors.*

Eh ! bon Dieu ! que de façons ! Vous ne voyez pas un commissaire de police, des soldats ? Ce sont des prisonniers...

LE CONCIERGE, *ouvrant.*

Entrez, entrez.

Entrent Malet et Boutreux, suivis de quelques soldats.

MALET.

MALET.

Monsieur le commissaire, donnez-lui connaissance des ordres du Sénat...

LE CONCIERGE, *après avoir lu.*

Est-il possible?

MALET.

Faites sortir à l'instant les généraux Lahory et Guidal.

LE CONCIERGE.

J'en suis bien fâché; mais ce ne sont pas là des ordres d'élargissement. Nos règlements exigent la signature du ministre de la police...

MALET.

Oseriez-vous méconnaître l'autorité du sénat et la mienne?

LE CONCIERGE.

Non, général; mais...

MALET.

Et celle de monsieur le commissaire?

LE CONCIERGE, *regardant Boutreux.*

Je ne l'ai jamais vu. Permettez-moi d'envoyer à la Police pour savoir...

MALET.

Le nouveau ministre de la police est ici : l'ancien y sera bientôt. Si vous tenez à votre place, obéissez. Je n'ai qu'un mot à dire...

LE CONCIERGE.

J'obéis, général. (*Appelant.*) Jacques, Antoine, faites descendre MM. Lahory et Guidal. (*A Malet.*) J'y vais moi-même : ce sera plus tôt fait.

Il sort.

MALET.

De tous les fonctionnaires de l'empire, je gage que le plus fidèle, ce sera un géolier.

BOUTREUX.

Quel cerbère!

MALET.

Ah! les géoliers ne sont pas gorgés de richesses : on peut compter sur eux.

Arrive Guidal accompagné de deux guichetiers.

MALET.

GUIDAL.

De quoi m'accuse-t-on encore, sacrebleu ? Que demandent ces soldats ? On veut donc me fusiller ?

MALET.

Général Guidal, vous êtes libre.

GUIDAL.

Libre ! moi ? je suis libre ? je puis sortir ? Ah ! si vous me trompez, vous êtes des scélérats. (*Regardant Malet.*) Mais que vois-je ? Ces traits me sont connus... Oui, c'est... c'est toi, mon vieux camarade !

Il se jette dans les bras de Malet.

MALET.

Heureux de te revoir et de te délivrer ! Le jour de la justice est venu..... Mais que fait donc Lahory ? Pourquoi n'arrive-t-il pas ?

GUIDAL.

Parbleu ! il fait sa toilette : il en a pour une heure.

MALET.

Que le diable l'emporte ! nous arrêtera ici, lorsque...

— Guichetiers, amenez donc le général Lahory.
Entre le concierge, accompagné de gendarmes.

LE CONCIERGE, *désignant Malet et les siens.*

Les voilà. (*Les gendarmes sautent sur les soldats et les désarment.*) Gendarmes, gardez à vue ce faux commissaire de police, ce faux général : je le reconnais, c'est M. Malet, un de mes anciens prisonniers...

MALET.

Qui va vous mettre au cachot.

LE CONCIERGE.

Nous verrons... Antoine, cours chercher le poste extérieur. Passe par la petite porte de derrière : leurs complices sont à la grande porte.

Le guichetier sort.

GUIDAL.

Sacré nom du diable !

MALET, *froidement, au concierge.*

Vous êtes fou !

LE CONCIERGE.

Moins que vous ne l'espérez.

MALET, à *Boutreux et à Guidal.*

Ne craignez rien.

Il croise les bras et paraît calme.

Entre le guichetier accompagné d'un détachement de la
10^e cohorte, commandé par Rateau.

RATEAU.

Où sont-ils les conspirateurs, où sont-ils ?

MALET.

Capitaine, arrêtez ce concierge.

RATEAU, *le prenant au collet.*

C'est donc toi qui conspires ?

LE CONCIERGE.

Je vous requiers de me prêter main-forte ; j'en
ai le droit ; mon devoir...

MALET.

Est de vous taire, et sur-le-champ.

RATEAU, *lui secouant la tête.*

Allons, camarade, ne soyez pas si phlegmatique.

MALET.

Ces gendarmes ont manqué à un officier géné-

ral ; qu'on les désarme, et qu'on les mette au cachot jusqu'à nouvel ordre.

Les gendarmes sont désarmés à leur tour.

LE CONCIERGE, *étonné.*

Je me trompais..... excusez.

RATEAU.

Riche bête ! tu voulais donc en savoir plus qu'un général, toi qui n'es qu'un simple geôlier ?

MALET.

Que de temps perdu ! (*Appelant.*) Lahory ! Lahory... ! Allons donc !

LAHORY, *dans la coulisse.*

Me voilà, me voilà.

Il entre tenant un sac de nuitsous le bras et suivi de deux guichetiers qui portent sa malle.

MALET.

Bonjour, général.

LAHORY, *laissant tomber son sac de nuit.*

Malet ! toi ici ! en uniforme ! Qu'y a-t-il donc ?

MALET.

GUIDAL.

Nous sommes libres.

LAHORY.

Toi aussi, Guidal! Ah! ma foi! c'est la première fois que ce cri m'échappe, mais je n'y tiens plus : Vive l'empereur!

MALET.

Il est mort.

LAHORY *et* GUIDAL.

Il est mort!

MALET.

Écoutez.

Il les prend par le bras et les amène sur le devant de la scène.

RATEAU, *aux guichetiers qui s'approchent pour écouter.*

Au large, vilains Prussiens ; laissez causer les généraux.

MALET, *à Guidal et Lahory.*

Mes amis, la statue de la liberté se relève.

Le pouvoir est à nous. Le gouvernement provisoire a nommé Lahory ministre de la police.

LAHORY.

Moi ministre!

MALET.

Et toi, Guidal, préfet de police, Allez prendre possession de vos places. Voilà des troupes et vos instructions.

LAHORY.

C'est donc un 18 brumaire?

MALET.

C'est un 9 thermidor: Partons, voilà le jour, et les moments sont précieux.

GUIDAL.

Dis-nous au moins.....

MALET.

Vous saurez tout..... Partons.

BOGHEIAMPÉ, *s'approchant.*

Monsiou le zénéral, si ze pouis partir atissi?

MALET.

Qui êtes-vous?

BOCCHEIAMPE.

Oun prisonnier d'état, per error.

LAHORY.

Un pauvre diable d'Italien qui est en prison depuis dix ans, sans savoir pourquoi.

BOCCHEIAMPE.

On mé promet toujours dé sortir demain.

MALET.

Eh bien! sortez aujourd'hui, si vous voulez. Allons, capitaine Rateau, (*Rateau se met en marche avec les soldats.*) M. le concierge, approchez. Votre résistance prouve du zèle : ne relâchez aucun malfaiteur, et annoncez une prompte délivrance à tous les prisonniers d'état. Marchons.

On marche vers la porte.

LAHORY, *avec délice.*

Quel beau temps! Comme on respire!

GUIDAL, *lui prenant la main.*

C'est l'air de la liberté, mon ami.

BOGHEIAMPE, *ôtant son chapeau.*

O Dio ! ti ringrazio. Ecco mi fuorà del sepolcro !

Ils sortent.

SCÈNE IV.

Place Vendôme , chez le général Hullin.

HULLIN, M^{me} HULLIN; PUIS MALET, STENHOWER,
SOLDATS.

HULLIN, *lisant le journal.*

« De toutes nos victoires , celle de la Moskowa
« est peut-être la plus étonnante : après avoir sur-
« passé les plus grands capitaines , l'empereur a
« trouvé le secret de se surpasser lui-même. »
Geoffroy a raison.... (*Voyant sa femme qui s'habille.*) Vous vous levez de bien bonne heure au-
jourd'hui , ma chère amie.

M^{me} HULLIN.

Je veux surveiller moi-même les préparatifs de ce bal.

HULLIN.

S'il faut donner un bal par victoire , cela de-

viendra ruineux. (*On entend du bruit au dehors et dans l'escalier.*) Quel vacarme! Qu'y a-t-il donc si matin?

M^{me} HULLIN, *regardant par la fenêtre.*

La place est pleine de troupes!... Mais on monte l'escalier... Des officiers sans doute? Oh! je ne veux pas qu'ils me voient en bonnet de nuit.

Elle se cache dans l'alcôve. La porte est ouverte violemment. Entrent Malet, Stenhowe, et plusieurs soldats.

MALET.

Général Hullin, je suis chargé d'une pénible commission. Le gouvernement vous a destitué. En me nommant à votre place, il m'a donné l'ordre de m'assurer de votre personne. Remettez-moi votre épée et le cachet de la 1^{re} division militaire.

HULLIN, *troublé.*

Général, je..... je ne croyais pas avoir démérité....; mais..... un soldat ne connaît que l'obéissance. (*Il prend son épée et la remet.*) Vous trouverez là, dans mon bureau, tous les papiers de la division.....

MALET.

Je vous suis.

Hullin entre dans son cabinet, qui est à côté, et Malet le suit jusqu'à la porte.

M^{me} HULLIN, *criant de l'alcôve.*

Mais, mon ami, si monsieur te remplace, il doit avoir des ordres : il faut qu'il te les montre.

HULLIN, *parlant du cabinet, d'un ton ferme.*

C'est vrai : où sont vos ordres, monsieur ?
Montrez-moi vos ordres ?

MALET, *sur la porte du cabinet.*

Mes ordres, les voilà.

Il lui casse la tête d'un coup de pistolet.

M^{me} HULLIN.

O mon Dieu !

Elle sort précipitamment de l'alcôve et entre dans le cabinet. Malet en sort et ferme la porte.

STHENHOWER.

Général ; le comte Hullin parlait pourtant avec honnêteté ; il avait le droit de demander à voir les ordres...

MALET.

En pareil cas, on n'a pas d'ordres écrits : tant pis pour ceux qui en exigent ! J'en suis fâché ; mais un

homme n'est rien quand il s'agit du salut de tous.

RATEAU, *entrant.*

Mon général, voilà des rapports. — Diable ! il sent la poudre ici.

MALET, *à part.*

Tout va bien ! Nous sommes maîtres de l'hôtel des Postes, de la Banque, du Trésor... (*On entend des vivats.*) Quels sont ces cris ?

RATEAU.

Le régiment de la garde de Paris qui arrive. Tenez, regardez : tous les schakos au bout des baïonnettes.

MALET.

Que crient-ils donc ?

RATEAU.

Ils n'en savent rien ; mais ils crient tout de même : ils sont si dévoués ! Je parie que tous les officiers vont me saluer à présent... Est-ce que vous ne descendez pas leur parler, mon général ?

MALET.

Tout à l'heure... Qu'ils se rangent en bataille

aux deux extrémités de la place... Vous, allez éveiller le général Doucet, et annoncez lui ma visite.

RATEAU, *sortant et voyant entrer un sergent qui apporte des dépêches.*

Encore de bonnes nouvelles!

LE SERGENT.

Mon général, c'est le rapport du poste du Luxembourg.

MALET, *ouvrant la lettre.*

Vous étiez là? On n'a pas fait de résistance?

LE SERGENT.

Du tout, mon général.

MALET. *(Il s'assied et écrit.)*

Très bien. — Et en revenant avez-vous vu des troupes, des rassemblements dans les rues?

LE SERGENT.

Non, mon général : l'ouvrier est à son ouvrage ; on ouvre les boutiques ; on balaie comme à l'ordinaire... Ah ! par exemple, il y a le concierge du Luxembourg....

MALET.

MALET.

Eh bien ?

LE SERGENT.

Il demande à conserver sa place , parce qu'il se dit très dévoué au nouveau gouvernement. Il a donné à boire à la troupe.

MALET , *se levant.*

Portez cette lettre au ministère de la police , pour le général Lahory. (*Le sergent sort.*) (*Bas.*) Personne ne résistera : je les avais bien jugés. (*Haut.*) Capitaine Stenhower, restez à cette porte , avec quatre hommes. Défense de laisser entrer ou sortir qui que ce soit.

Il sort.

STENHOWER.

Ah ça, voilà le comte Hullin qui se trouve mort dans les bras de sa comtesse. Pauvre femme ! ça doit bien l'embarrasser. Voyons donc. (*Il ouvre la porte du cabinet.*) Elle est en évanouissement. Je l'aurais parié : les femmes ont le diable au corps pour s'évanouir. (*Prenant la main de madame Hullin.*) Madame !... madame !... madame la comtesse ! — Si l'on avait un peu d'eau-de-vie pour

lui faire boire.... Ah! la voilà qui reprend sa connaissance. (*Il lui secoue les bras.*) Allons, madame, il ne faut pas vous affliger... Nous sommes tous mortels.

M^{me} HULLIN, *revenant à elle.*

Au secours! au secours! On a assassiné mon mari.

STENHOWER, *attendri.*

Que voulez-vous, c'est un malheur.

M^{me} HULLIN.

O mon Dieu! il perd tout son sang.

STENHOWER.

C'est vrai.

M^{me} HULLIN.

Monsieur, au nom du Ciel! permettez qu'on aille chercher un médecin.

STENHOWER.

Non, madame : c'est contraire à ma consigne.

M^{me} HULLIN.

Prenez toute ma fortune, s'il le faut.

STENHOWER.

C'est contraire à ma consigne. — Mais consolez-vous, je crois que tous les chirurgiens-majors n'y feraient rien.

M^{me} HULLIN.

Tuez-moi donc aussi.

STENHOWER.

Non, madame la comtesse : nous ne sommes pas des brigands.

M^{me} HULLIN, *près de son mari.*

Mon ami! mon ami! Dieu! comme il souffre!... Ah!

Elle pousse un cri et s'évanouit de nouveau.

STENHOWER.

Eh bien! Vous perdez encore connaissance!

UN SOLDAT.

Sacristi!

STENHOWER.

Qui est-ce qui t'a permis de jurer ici, à toi? Tu vois un général noyé dans son sang, son

épouse évanouie, et tu te permets de jurer! Tu es trop féroce. A la salle de police pour huit jours...! (*A madame Hullin.*) Écoutez donc, madame, il ne faut pas se trouver mal. La femme d'un militaire doit savoir que, le matin debout, le soir enterrés, voilà notre métier..... Pauvre petite femme! on voit bien qu'elle n'a jamais suivi les armées.... Madame, ce ne sera rien. Soyez donc raisonnable...— Elle n'a pas l'air de m'entendre... (*Aux soldats qui se sont approchés.*) Regardez donc ces vrais conscrits, qui n'ont jamais vu un mort! C'est bien curieux, n'est-ce pas? Roger, au lieu de rester là comme une statue, va m'acheter du tabac, et reviens vite... (*Avec sentiment.*) Adieu, madame la comtesse. Nous en sommes bien fâchés, mais ce n'est pas notre faute. — Allons, vous autres, en faction sur l'escalier.

Il ferme la porte du cabinet. — Tous sortent.

SCÈNE V.

Place Vendôme, chez le général Doucet.

RATEAU, MALET, PUIS DOUCET ET LE MAJOR
DE LA PLACE.

RATEAU *sort d'une chambre et se dirige vers la porte qui donne sur l'escalier; il rencontre Malet.*

Mon général, M. Doucet se lève.

MALET.

Prenez les hommes qui me suivent; descendez au premier, là-dessous; emparez-vous du major de la place....., un petit, gros, grêlé, figure ignoble.

RATEAU.

Je le connais bien. Et s'il fait résistance?

MALET.

J'y vais moi-même. (*Fausse sortie.*) Non, je le tuerais peut-être aussi. Désarmez-le, et menez-le à l'Abbaye.

RATEAU, *sortant.*

C'est comme s'il y était.

Entre le général Doucet à moitié habillé.

DOUCET.

Eh ! mon Dieu ! général, on dit que l'empereur est mort.

MALET.

Il n'est que trop vrai.

DOUCET.

Avez-vous vu le général Hullin ?

MALET.

On l'a destitué : c'est moi qui le remplace. (*Ils s'asseyent en face l'un de l'autre.*) Sachez que le sénat, convoqué extraordinairement cette nuit, a nommé un gouvernement provisoire... Voici le sénatus-consulte. (*Il lui remet un papier.*) Le gouvernement vous confirme dans vos fonctions, et me charge, comme vous voyez, de concerter avec vous les mesures nécessaires à la tranquillité publique.

DOUCET.

Général, j'attends vos ordres.

Une petite porte s'ouvre sans bruit derrière Malet. Le major de la place paraît et fait signe à Doucet de se taire; Doucet, qui l'aperçoit, écoute Malet avec distraction.

MALET.

Il faut diriger sur Tours les dépôts de l'ex-garde impériale, envoyer à Vincennes un bataillon de la... Eh bien! vous ne m'écoutez pas.

LE MAJOR, *qui s'est approché tout doucement.*

A moi, gendarmes! C'est un conspirateur.

Le major et Doucet se jettent sur Malet. Entrent par la petite porte des gendarmes qui aident à le terrasser.

MALET, *qui oppose une vive résistance.*

Gendarmes! l'empereur est mort.

LE MAJOR.

C'est faux... Garrottez-le.

MALET, *se débattant toujours.*

Gendarmes! je suis le gouverneur de Paris.... Vous répondrez devant le sénat...

LE MAJOR.

Ne l'écoutez pas... Mettez-lui un bâillon.

On lui met un bâillon.

RATEAU, *entrant.*

Mon général, nous ne trouvons personne...

LE MAJOR.

Empoignez celui-là aussi : c'est un faux aide de camp, un émigré.

RATEAU, *reculant.*

Moi, un émigré ! Je suis Rateau, aide de camp du général Malet. — Eh bien ! ils ont attaché mon général ! Des voies de fait envers votre supérieur ! Vous voulez donc être fusillés ?

Il veut tirer son épée : on le désarme et on le garrotte aussi.

LE MAJOR.

Quel bonheur que j'aie pu par l'escalier dérobé !... Fermez la porte qui donne sur le grand escalier. Il est occupé par les conspirateurs.

Deux gendarmes vont à la porte pour la fermer.

LEFÈVRE, *en dehors.*

On n'entre pas.

LE COMTE GOUJON, *en dehors.*

Je suis un conseiller d'état, M. le comte Goujon.

LEFÈVRE, *de même.*

Il n'y a plus de comtes.

LE COMTE GOUJON, *de même.*

Je vous dis que je suis le citoyen Goujon, représentant du peuple. Laissez-moi entrer, au nom de la république.

PLUSIEURS SOLDATS, *en dehors.*

Vive la république!

LES PRÉCÉDENTS, LE COMTE GOUJON.

LE COMTE GOUJON, *entrant, au major.*

Eh! bien, mon ami, nous recommençons?

LE MAJOR.

Vous voilà, M. le comte?

LE COMTE.

Il n'y a plus de comtes.

DOUCET.

Mais l'empereur n'est pas mort.

LE COMTE.

Ah! vive l'empereur!.... Je respire..... Mais qu'y a-t-il donc?

LE MAJOR.

Des conspirateurs!

LE COMTE.

Des conspirateurs! Il faut les arrêter sur-le-champ.

LE MAJOR.

C'est déjà fait. (*Montrant Malet et Rateau.*)
Voyez.

LE COMTE.

Ce n'est pas tout : il faut les montrer aux troupes, sur le balcon.

DOUCET.

Vous avez raison.

LE COMTE.

Mais je le connais : c'est M. le général Malet, un prisonnier d'état... Quelle ingratitude!

Les gendarmes ouvrent la fenêtre du balcon, et y traînent Malet et Rateau.

LE MAJOR, *parlant aux soldats.*

Camarades, notre père n'est pas mort ! Vive l'empereur !

LES SOLDATS *qui sont sur la place.*

Vive l'empereur !

LE MAJOR.

Vous avez été trompés par des conspirateurs ! les voilà enchaînés ! Ils vont recevoir leur punition.

LES SOLDATS.

Charivari ! à la plaine de Grenelle !

On ferme la fenêtre.

LE COMTE.

Il faut d'abord les conduire...

LE MAJOR.

A la Préfecture de police.

LE COMTE.

Mais il n'y a peut-être plus de préfet.

DOUCET.

Où est-il donc ?

LE COMTE.

Dieu le sait ! Tout à l'heure j'entends du bruit près de mon hôtel. Je vois des troupes qui cernent la Préfecture. J'envoie un de mes gens savoir ce qui se passe. Il vient me dire : « Ah ! M. le comte, votre livrée a été méconnue : il faut qu'il y ait une révolte. » Alors je fais mettre mes chevaux, je m'élanche dans ma voiture, et me voilà.

Signe de joie de Malet.

DOUCET.

Que faire ?

LE COMTE.

Prendre des mesures de salut public rigoureuses, acerbes.

LE MAJOR.

Si nous conduisions les conspirateurs au ministère de la police ?

LE COMTE.

Oui, au ministère ; c'est là qu'il faut le conduire. Je vous l'ordonne ; vous en répondez sur votre tête. Moi, je cours prévenir Son Excellence.

Il sort.

MALET, *arrachant son bâillon.*

Oui, courez prévenir Son Excellence... Al-
lons, Rateau, rien n'est perdu : marchons!

UN OFFICIER DE GENDARMERIE.

Quel est donc le conscrit qui a bâillonné cet
homme-là? Serrez-lui les menottes..., ferme! —
Encore un tour de vis. — Cassez-lui les os.

UN SOLDAT, *à Malet, pendant qu'on lui remet
son bâillon.*

C'est donc toi, général de paille, qui as eu la ma-
lice de nous faire sortir au milieu de la nuit, par le
mauvais temps, pour rouiller nos fusils et salir no-
tre fournement... A la plaine de Grenelle, scélérat!

TOUS LES SOLDATS.

A la plaine de Grenelle!

Ils sortent avec les prisonniers.

LE MAJOR, *à Doucet qui sort.*

Mon général, je vous suis : j'ai deux mots à
dire au colonel de la garde de Paris....

DOUCET.

Le voici justement.

Il sort.

LE MAJOR, LE COLONEL DE LA GARDE DE
PARIS.LE MAJOR, *au colonel, qui entre.*

Ah ! mon ami, qu'avez-vous fait ?

LE COLONEL.

Au moment de partir pour Beauvais, mes uniformes emballés, j'apprends qu'il y a des troubles, que mon régiment a pris les armes, et je venais savoir...

LE MAJOR.

Votre régiment a pris les armes, et par quel ordre ?

LE COLONEL.

Je l'ignore : c'est le lieutenant-colonel qui devait...

LE MAJOR.

Vous étiez là : on s'en prendra à vous. Votre régiment a suivi les conspirateurs... Vous répondrez de sa conduite.

LE COLONEL.

Quoi ! M. le major, soupçonnerait-on ma fidé-

lité? moi qui ai sauvé les jours de l'empereur à Saint-Cloud...! moi juge du duc d'Enghien!

LE MAJOR.

Ce sont des titres ; vous les ferez valoir, et j'espère que, devant la commission militaire, votre innocence...

LE COLONEL, *très ému.*

Ah! mon ami, je sais ce que c'est qu'une commission militaire.

LES SOLDATS QUI SONT SUR LA PLACE. (*Cris lointains.*)

A la plaine de Grenelle!

SCÈNE VI.

Un salon au ministère de la police.

LAHORY, LE MINISTRE, BOUTREUX, BOCHEIAMPE, EMPLOYÉS DU MINISTÈRE.

LAHORY.

Tous les employés qui se présenteront, qu'on les laisse entrer, mais qu'ils ne sortent plus de l'hôtel sans ma permission.

Des soldats amènent le ministre de la police.

UN SOLDAT , *le poussant.*

Allons , marchez donc , ministre.

UN OFFICIER.

Piquez-le , s'il ne veut pas avancer. Morbleu !
on embroche cela comme des alouettes.

LAHORY , *détournant la baïonnette d'un soldat.*

Non , plus de sang : on en a trop répandu.
(*Au ministre.*) Ne crains rien : tu fus mon en-
nemi ; mais tu tombes dans des mains généreuses.

LE MINISTRE.

Où veut-on me conduire ?

LAHORY.

A la Force. Tu ne serais pas en sûreté ailleurs.
Adieu ! Profite de cette leçon : elle ne sera pas
perdue pour moi.

Le ministre sort , entraîné par les soldats.

BOUTREUX , *entrant avec son écharpe.*

Monseigneur , je viens de la Préfecture de police.

LAHORY.

Eh bien !

BOUTREUX.

L'ancien préfet est arrêté. M. Guidal avait dit : « Ne lui faites pas de mal ; » on ne lui a pas fait de mal. Il est maintenant à la Force tranquillement.

LAHORY.

A-t-on arrêté aussi le chef de la police secrète ?

BOUTREUX.

Un capitaine , porteur d'un mandat d'arrêt, est parti avec sa compagnie.

LAHORY.

Et que fait Guidal à présent ?

BOUTREUX.

M. le préfet a commandé un déjeuner magnifique, et il m'a chargé de vous inviter (ce sont ses expressions) à venir goûter le vin de son prédécesseur.

LAHORY.

Voilà bien l'homme ! Goûter du vin ! est-ce pour cela qu'on l'a nommé préfet ? Vous lui direz qu'il s'occupe de ses instructions, comme moi des miennes. Voyons ce que j'ai à faire. (*Il s'as-*

sied auprès d'une table et examine ses papiers.)
 Asseyez-vous un moment. Mes employés ne sont pas encore arrivés : vous me servirez de secrétaire.

BOUTREUX.

Faut-il cacheter ces dépêches ?

LAHORY.

Attendez, que je les signe. Tenez, remettez-les sous les mêmes enveloppes. Vite, vite.

BOUTREUX.

Les adresses ?

LAHORY.

Y sont déjà. Prenez garde de vous tromper : cet ordre est pour le gouverneur de Vincennes, ces proclamations pour les préfets des départements du midi.

BOUTREUX.

Je vois bien :

LAHORY.

Voici les lettres de convocation pour les membres du gouvernement provisoire. Vous les por-

terez au préfet de police : qu'il les envoie sur-le-champ par des gendarmes.

BOUTREUX.

Votre Excellence n'a plus d'ordres à me donner?

LAHORY.

Non.

BOUTREUX.

Ah ! j'oubliais de vous dire : la femme de l'ancien préfet est au désespoir. Elle croit qu'on va fusiller son mari ; elle pleure , elle se lamente !... Cela me fait une peine !...

LAHORY, *écrivant.*

Dites-lui que ce n'est qu'une mesure de précaution, que dans quinze jours son mari sera en liberté ; rassurez-la. La France est heureuse : il faut que tout le monde se réjouisse. En sortant, envoyez-moi un huissier. (*Boutreux sort. Un huissier paraît.*) Que ces dépêches partent à l'instant pour les départements , par estafette.

L'HUISSIER.

Oui , monseigneur. Son excellence voudrait-elle recevoir MM. les chefs des 1^{re} et 3^e divisions ?

Ils viennent d'arriver, et sollicitent la faveur de vous présenter les témoignages de.....

LAHORY.

Qu'ils attendent.

L'HUISSIER.

Tous les employés de l'hôtel sollicitent aussi...

LAHORY.

Plus tard : je n'ai pas besoin de flatteries. Faites apporter ici les uniformes de l'ancien ministre. (*L'huissier sort.*) Je ne puis pas, dans un pareil costume, recevoir mes commis : j'ai plutôt l'air d'un commis moi-même.

Deux valets entrent, portant des paquets d'habits.

UN VALET.

Son Exc. veut-elle le grand habit brodé, ou...

LAHORY.

Celui qu'on met le matin. (*Il l'essaie.*) Diable ! il est bien large. Donnez-m'en un autre. (*Il en essaie un autre.*) Il est un peu long celui-ci. Qu'en pensez-vous ? C'est égal : il ira, en attendant mieux. J'en aurai d'autres ce soir. Envoyez chercher le tailleur du ministre. (*Les valets sor-*

tent, Lahory se promène devant la glace et étudie des gestes.) Je n'aime pas cette broderie. Cela sent la vieille cour. Le costume du directoire était bien plus noble. (*Il sonne : un huissier entre.*) Qu'on me serve à déjeuner.

L'HUISSIER, *criant dans la coulisse.*

Le déjeuner de Son Excellence. (*Revenant.*) Monseigneur, monsieur Beauchamp vous supplie de lui accorder une audience.

LAHORY.

Quel est ce Monsieur Beauchamp? un employé?

BOCCHIAMPE, *avançant la tête à la porte.*

Zé souis lé prisonnier d'état.....

LAHORY.

Ah! M. Bocchiampe! Bonjour, bonjour! je n'ai pas le temps.

BOCCHIAMPE, *entrant et saluant très bas.*

Monsignor, zé viens complimentare Votre Excellence qué z'ai eu l'honor d'abitare long-temps dans la même citadelle.

LAHORY.

C'est bon, c'est bon.... Que voulez-vous ? une place ? Je suis déjà accablé de demandes ; mais soyez tranquille : je me souviendrai de vous, mon cher..... Venez me voir.

BOCCHEIAMPE.

Zé né demande qu'ouné carta de soureté pour les étrangers à Paris.

LAHORY.

Une carte de sûreté ? Rien de plus juste ; mais cela ne me regarde pas. Allez à la Préfecture de police. Adieu, bonjour.

BOCCHEIAMPE.

Monsignor, recevez tous les remerciements des bontés de Votre Excellenza.

Il salue très bas et sort.

Un domestique apporte à déjeuner. Lahory se met à table.

LAHORY.

Faites entrer MM. les chefs de division. (*Entrent trois chefs de division.*) Votre rapport, messieurs.

1^{er} CHEF DE DIVISION, *présentant un papier.*

Le voici, monseigneur. Rien de nouveau.

LAHORY.

Rien de nouveau! (*Aux deux autres.*) Et vous, messieurs?

2^e et 3^e CHEFS DE DIVISION.

Rien de nouveau.

LAHORY.

Comment donc! et les événements de la nuit dernière?

1^{er} CHEF DE DIVISION.

Monseigneur, nous ignorons.....

LAHORY.

Que l'empereur est mort? que le sénat a nommé un gouvernement provisoire?

LES TROIS CHEFS DE DIVISION.

C'est la première nouvelle.

LAHORY.

Vous servez très bien! je vous en fais mon compliment.

1^{er} CHEF DE DIVISION.

M. de Livrolles est là : il sait sans doute.....

LAHORY.

Pourquoi n'entre-t-il pas, ce M. de Livrolles?
Ce n'est donc pas un de mes chefs de division?

1^{er} CHEF.

Non, monseigneur. C'est un homme de qualité qui par ses relations avec le Faubourg-Saint-Germain.....

LAHORY.

Je comprends.

2^e CHEF.

Le voici.

LAHORY, EMPLOYÉS, LIVROLLES; ENSUITE LE COMTE
GOUJON.

LIVROLLES.

Monseigneur, je viens présenter à Votre Excellence l'hommage de mon sincère...

MALET.

LAHORY.

Votre rapport , votre rapport.

LIVROLLES.

On fait beaucoup de conjectures sur la guerre. Le manque de nouvelles réjouit les ennemis de Sa Majesté; mais du reste tout est tranquille. Rien de nouveau.

LAHORY.

A merveille ! aussi bien informés les uns que les autres !

LIVROLLES.

Si M. Desmarets était ici , on pourrait savoir...

LAHORY.

Le chef de la police secrète ? Il est en prison. Puisque c'est à moi de vous apprendre des nouvelles , notez celle-là , et qu'elle vous serve d'avertissement.

LIVROLLES, *bas aux chefs de division.*

Que signifie tout cela ?

UN HUISSIER, *annonçant.*

M. le comte Goujon.

LE COMTE GOUJON, *tout essoufflé.*

Ah ! monseigneur ! le général Malet, les conspirateurs...

Lahory, qui est toujours à table, se retourne, et le comte Goujon, qui croyait parler à l'ancien ministre, reste pétrifié.

LAHORY.

Quels conspirateurs ?

LE COMTE, *très embarrassé.*

Les conspirateurs... qui... conspiraient.

LAHORY, *se levant.*

Vous perdez la tête.. Vous êtes donc de ces gens qui voient des conspirations partout ?

LE COMTE.

Moi, monseigneur ? pardon, je n'en vois point.

LAHORY.

Et que disiez-vous du général Malet ?

LIVROLLES.

Le général Malet est dans sa maison de santé :
je réponds de lui.

LAHORY.

Êtes-vous aussi de la police, M. le comte
Goujon ?

LE COMTE.

Monseigneur, je suis conseiller d'état.

LAHORY.

Alors, on n'a pas besoin de vous, à moins
que vous ne conseilliez à ces messieurs de mieux
faire leur devoir. Je vois que la négligence est à
l'ordre du jour dans mon ministère. Je vais re-
monter la machine, je vous en préviens. Passez
dans mes bureaux, et attendez mes ordres. (*Tous
sortent en se regardant avec étonnement.*) Le
diable m'emporte si je sais que leur dire! (*Après
un moment de silence.*) Suis-je bien éveillé? (*Il
se frotte les yeux.*) Du fond d'un cachot, on me
jette dans un palais! Hier prisonnier, aujourd'hui
ministre! Ministre! de qui...? Me voilà sans or-
dres, sans direction, sans nouvelles. Je ne sais
rien; mes commis n'en savent pas davantage.

Malet devait venir, et il me laisse seul : que se passe-t-il donc...? Ma foi! à la grâce de Dieu! (*On entend du dehors un grand bruit.*) Quel tumulte! (*Il regarde par la fenêtre.*) Des troupes qui s'avancent contre les niennes! (*Il tire son épée.*) Ici du moins je sais que faire : je connais mon métier de soldat.

Il sort.

SCÈNE VII.

Un cachot à la Force.

LE CONCIERGE, DESMARETS, UN PRISONNIER ANGLAIS, couché sur la paille.

LE CONCIERGE, *ouvrant la porte doucement.*

Entrez, M. Desmarets, entrez vite : vous serez avec cet espion anglais que vous nous avez envoyé avant-hier.

DESMARETS.

Bien, bien : ils ne me trouveront pas ici. Fermez la porte et perdez la clé. (*Le concierge pose une lampe sur la table et sort.*) M'arrêter! et pour quel crime?... Mais cet officier qui m'a

amené, pourquoi pleurait-il? Quel est donc le sort qui m'attend?

L'ANGLAIS, *s'éveillant.*

Oh! oh! qui était là? qui était-vous, je dis? (*Il se lève, prend la lampe et examine Desmarets.*) Diable! c'être encore vous, monsieur la police, pour interroger moi? Je avais parlé véritablement dans les questions.

DESMARETS.

Il ne s'agit plus de cela, monsieur.

L'ANGLAIS.

J'ai venu à Paris pour amusement, non pour espion; je parle pas le langage français, je connais pas le politique... Voyez le vilain donjon tout noir, tout noir... Je pleurais dedans; on donne à moi seulement l'eau et le pain. Si je ne avais pas tout de suite le respiration et le nourriture, je vais être mort tout de suite. Accordez à moi le pardon pour l'innocence.

Il se met à ses genoux.

DESMARETS.

Je n'y puis rien maintenant.

L'ANGLAIS, *d'un ton suppliant.*

Pitié!.. je avais fait aucun crime... Retournez-moi dans mon pays : je donnerai de l'or à vous, beaucoup. Pitié, pitié!...

DESMARETS.

Je n'y puis rien, vous dis-je. Me voilà prisonnier comme vous.

L'ANGLAIS, *se relevant.*

Vous prisonnier avec moi, pour rester dans le donjon ?

DESMARETS.

Hélas! oui.

L'ANGLAIS.

Dieu il était juste! Pourquoi vous avez enfermé moi? J'infligerai à vous le punishment.

Il se prépare à boxer.

DESMARETS.

Monsieur, n'insultez pas au malheur.

L'ANGLAIS, *frappant Desmarts.*

I will be revenged.

DESMARETS, *à genoux.*

Grâce , grâce !

L'ANGLAIS.

Pas de grâce : toi avais abusé de ta force ; je frappe de ma force , moi.

DESMARETS.

A l'assassin ! à l'assassin !

Il tombe sous les coups de l'Anglais ; la table est renversée et la lampe éteinte.

L'ANGLAIS, *frappant toujours.*

Crie, crie fort : les cris ils ne s'entendent pas dans cette maison.

La porte s'ouvre : entrent le concierge , le ministre et Fessard.

FESSARD, *poussant le ministre.*

C'est là que tu as envoyé tant de monde ; à ton tour. Citoyen concierge , vous en répondez.

LE CONCIERGE.

Oui , M. le citoyen.

Il rallume la lampe.

L'ANGLAIS.

Je le avais battu bien.

LE CONCIERGE.

Allons, suivez-moi.

L'ANGLAIS.

Oh! je étais dans le satisfaction.

LE CONCIERGE, *le prenant au collet.*

Venez donc.

Ils sortent.

DESMARETS, LE MINISTRE.

LE MINISTRE, *se croyant seul.*

Il est mort!... Oui, ils l'ont dit...; mais non : ils avaient l'air joyeux... C'est par son ordre..., c'est lui qui me fait jeter dans ce cachot. Je suis au cachot... moi!... et pour toujours!... Que lui ai-je donc fait?... Et mes enfants! où sont-ils?..

DESMARETS, *gémissant.*

Ah!

LE MINISTRE.

Des gémissements!... Non, je n'ai rien entendu.
— Ah! j'ai froid!... Quel horrible tombeau!...
C'est donc là qu'on les enterrait tout vivants... Je
ne savais pas ce que c'était qu'un cachot... Les
malheureux...! Desmarets! Desmarets! c'est toi
qui es coupable.

DESMARETS.

Ah! mon Dieu!

LE MINISTRE.

Je ne suis pas seul!.. Qui est là?

DESMARETS.

Grâce! grâce! généreux Anglais.

LE MINISTRE, *s'approchant avec la
lampe.*

Quoi! c'est vous, Desmarets...! Levez-vous.

DESMARETS.

Je suis mort.

LE MINISTRE.

Ils vous ont blessé?

DESMARETS.

Où est l'Anglais?

LE MINISTRE.

Quel Anglais? Il n'y a pas d'Anglais. Levez-vous, c'est moi.

DESMARETS, *se levant.*

Monseigneur! vous ici!... Oh!

LE MINISTRE.

Tout est perdu!...

DESMARETS.

L'empereur...

LE MINISTRE.

Il n'y en a plus... C'est Lahory, le secrétaire de Moreau, l'ami de Pichegru. Les Bourbons vont revenir... Que de vengeances!... Pourquoi aussi Napoléon fit-il fusiller...? Mais je n'y fus pour rien... Non, non, ce n'est pas moi...; je n'allai pas à Vincennes... , je le prouverai.

DESMARETS.

Ils pardonneront peut-être...

LE MINISTRE.

Jamais ! jamais ! On me fusillera..., sans m'entendre..., la nuit..., dans les fossés..., une lanterne sur la poitrine!... Périr comme un criminel!... Que ne suis-je tombé sur le champ de bataille!... Et ces soldats, pourquoi ne m'ont-ils pas tué ? O Lahory ! tu t'es trop vengé !

DESMARETS.

Mais, monseigneur, c'est peut-être la république...

LE MINISTRE.

La république !... En effet, ils m'appelaient citoyen. C'est la république... Vous saviez donc ?

DESMARETS.

Je ne savais rien.

LE MINISTRE.

Parlez : que vous ont-ils dit ? qui les commande ?

On entend tirer les verrous.

DESMARETS.

Je les entends, ils reviennent.

LE MINISTRE.

Pour nous mener à la mort... Mourir comme un criminel!... Oh! si j'avais mon épée!... Mais ils ne m'auront pas vivant.

Il s'empare d'une chaîne pour se défendre.

LE CONCIERGE, *entrant*.

Monseigneur, M. Desmarets, les soldats sont partis. Venez... : je vous mettrai avec le préfet de police...

DESMARETS.

Il est arrêté aussi ?

LE MINISTRE.

C'est fini, nous y passerons tous.

SCÈNE VIII.

Une salle de l'Hôtel-de-Ville.

LE PRÉFET DE LA SEINE ET SOULIER ; ENSUITE
LAPIERRE.

SOULIER.

Où étiez-vous donc, M. le préfet ?

LE PRÉFET.

Je revenais, à cheval, de ma maison de campagne, lorsque je reçois, sur la route, ce billet de mon secrétaire, deux mots au crayon : *Fuit imperator*. Quel coup de foudre ! Et que dit-on à Paris, colonel ?

SOULIER.

Ma foi ! l'on paraît fort content. Dans le fond, on ne l'aimait guère.

LE PRÉFET.

On n'a pas d'autres détails ?

SOULIER.

Le sénat les connaît sans doute ; mais il les tient cachés.

LE PRÉFET.

Je cours chez l'archi-chancelier. (*Il sonne.*)
Lapierre, qu'on mette mes chevaux, bien vite.—
Ah! mon Dieu! encore une révolution!

SOULIER.

Une de plus ou de moins, on y est accoutumé.

LE PRÉFET.

Quelle position! Que faire?

SOULIER.

Obéir. Vos instructions sont là, votre conduite est toute tracée, et votre responsabilité à couvert.

LE PRÉFET.

Vous avez raison. (*Feuilletant les papiers qu'il tient à la main.*) Le sénat ordonne de faire disposer une salle pour le gouvernement provisoire, qui s'assemble dans une heure.

SOULIER.

Une table, des fauteuils, ce sera bientôt fait.

LE PRÉFET.

Mais auparavant je voudrais voir quelqu'un, le ministre de la police... Ayez la bonté d'ordonner ces préparatifs ; moi, je vais...

LAPIERRE, *entrant.*

M. le secrétaire intime du ministre de la police fait demander où est Son Excellence.

LE PRÉFET.

Hé ! que sais-je ? Répondez que je n'en sais rien, que personne n'en sait rien.

Lapierre sort.

SOULIER.

Il aura pris la fuite. Entre nous, la perte n'est pas grande.

LE PRÉFET.

Mais nous retombons dans l'anarchie, si tout le monde abandonne son poste.

SOULIER.

C'est pourquoi il faudrait rester au vôtre. Vous avez des ordres, vous êtes membre du gouvernement provisoire...

LE PRÉFET, *appelant.*

Lapierre, des tables, des fauteuils; qu'on dispose cette salle pour la séance. Allons.

Lapierre obéit.

SOULIER.

Ne serait-il pas convenable de cacher ce buste de l'empereur?

LE PRÉFET.

Vous croyez? Hélas! c'est bien sa faute. Pourquoi allait-il faire la guerre en Sibérie?

SOULIER.

Pourquoi enterrer ses soldats en Espagne? Quelle rage de vouloir conquérir toute l'Europe!

LE PRÉFET.

Il avait pourtant un assez bel empire! Ah! ses flatteurs l'ont perdu!

Soulier se dispose à enlever le buste.

LES PRÉCÉDENTS , LE COMTE GOUJON.

LE COMTE GOUJON.

Bonne nouvelle! l'empereur n'est pas mort.
(*A Soulier.*) Que faites-vous donc?

SOULIER.

L'empereur n'est pas mort!

Il laisse tomber le buste.

LE PRÉFET.

Lapierre, au lieu de ranger ces fauteuils,
faites donc amener ma voiture.

Lapierre obéit.

SOULIER , *au comte.*

Qui vous l'a dit?

LE COMTE.

Le major de la place.

SOULIER.

Mais le major, qu'en sait-il?

LE PRÉFET.

En effet, si vous allez chercher vos nouvelles à l'état-major...

SOULIER.

On n'apprend là que le mot d'ordre.

LE COMTE.

Vous n'avez pas vu le ministre de la police ?

LE PRÉFET.

Où est-il ?

SOULIER.

Où est-il ?

LE COMTE.

Où est-il ? c'est moi qui vous le demande.

LE PRÉFET.

Mais tout le monde me le demande ! Comment puis-je le savoir ? On le croit en fuite.

LE COMTE.

En fuite ? et pourquoi ?

MALET.

LE PRÉFET.

Puisqu'on vous dit que l'empereur est mort.

SOULIER.

Mort et enterré.

LE COMTE.

Est-ce officiel?

LE PRÉFET.

Tellement officiel, que voici la proclamation du sénat.

LE COMTE.

Alors tout s'explique, et le nouveau ministre de la police.....

LE PRÉFET.

On a nommé un nouveau ministre?

LE COMTE.

Sans doute. Vous ne savez donc rien?

LE PRÉFET *et* SOULIER.

Son nom?

LE COMTE.

Je l'ignore ; mais c'est un homme de tête , à ce qu'il paraît , ferme , sévère , et pourtant fort poli : il m'a très bien reçu.

LE PRÉFET , *vivement*.

Lapierre , dépêchez-vous donc : ces fauteuils , cette table... Vous n'en finirez donc pas ? Dites que je n'ai pas besoin de ma voiture.

Lapierre obéit.

LE COMTE.

Du sang-froid , mon ami , du sang-froid. Rien n'est perdu. Comme administrateur , on vantait beaucoup trop Napoléon , je l'ai toujours dit. Nous faisons des codes , et il y mettait son nom.

LE PRÉFET.

Mon Dieu ! quel embarras !

LE COMTE.

Les circonstances sont graves ; mais j'en ai vu bien d'autres , dans ce même Hôtel-de-Ville , nuit et jour en permanence. Sans mon ami Henriot , le commandant de la garde nationale , j'étais massacré.

MALET.

SOULIER.

Nous n'en reviendrons pas là , j'espère.

LE COMTE.

Qui sait? Voyons, il faut prendre des mesures de salut public.

LE PRÉFET.

Attendons que le gouvernement provisoire....

LE COMTE.

Comment! il y a un gouvernement provisoire? Vous en connaissez les membres?

LE PRÉFET.

Tenez, voici la liste.

LE COMTE.

Carnot! Carnot président! mon ami, mon meilleur ami : je l'avais perdu de vue depuis dix ans. Ce pauvre Carnot! Enfin nous voilà libres! Allons, M. le préfet, de l'énergie, du dévouement... A propos, cet imbécille de major qui a fait arrêter le brave général Malet! Il faut qu'il soit relâché... Je cours chez le nouveau ministre, chez Carnot; je leur parlerai de vous. Ce bon

Carnot! Ah! je mourrai content: j'ai revu un beau jour.

Il sort.

LE PRÉFET.

Il a revu un beau jour! Voilà pourtant un de ces flatteurs dont je vous parlais!

SOULIER.

Maintenant, il va flatter Carnot. Il vous recommandera, M. le préfet.

—

LE PRÉFET, SOULIER, LE MAJOR DE LA PLACE.

LE MAJOR.

Où est le colonel de la 10^e cohorte? — Eh bien! M. Soulier, pourquoi ces troupes sur la place?

LE PRÉFET.

La mort de l'empereur....

LE MAJOR.

Est un conte... J'ai arrêté Malet.

LE PRÉFET.

Nous le savons bien : pourquoi l'avez-vous arrêté?

MALET.

SOULIER.

Vous avez eu tort, il faut le relâcher.

LE MAJOR, *très étonné.*

Messieurs, messieurs, il me semble que vous vous compromettez terriblement.

SOULIER.

Il avait des ordres ; nous avons tous des ordres... Lisez.

LE MAJOR.

Et de qui? (*Examinant les papiers.*) Ces signatures doivent être fausses.

SOULIER.

Je les ai crues vraies, et rien ne prouve...

LE MAJOR.

Diab! si elles sont vraies, je suis perdu.

LE PRÉFET.

Vous n'êtes donc pas sûr que l'empereur existe ?

LE MAJOR.

Mon Dieu ! non... Je le crois, voilà tout.

SOULIER.

Quelle incertitude !

LE PRÉFET.

Il faut en sortir. — Ma voiture ! ma voiture !

LES MÊMES, LE COMTE GOUJON.

LE COMTE, *accourant.*

Il n'est pas mort ! il n'est pas mort ! Quel bonheur. (*Il embrasse le major.*) J'en versais des larmes de sang. (*Il embrasse Soulier.*) Je vous disais bien que c'était impossible ! (*Il embrasse le préfet.*) Quelle perte c'eût été pour la France ! (*Il embrasse Lapierre, qui entre.*) Un si grand guerrier ! un si grand législateur ! Vive l'empereur !

LE MAJOR.

Colonel, que vos troupes rentrent au quartier.

LE COMTE.

Oui, oui, sur-le-champ. Je les haranguerai.

LAPIERRE.

M. le préfet veut-il que ses gens mettent la petite ou la grande livrée ?

LE PRÉFET.

Eh ! morbleu ! il s'agit bien de livrée ! Qu'ils viennent en chemise , s'ils le veulent. Dépêchons-nous. Je monterai en voiture sur la place.

LAPIERRE.

Voici la voiture.

LE PRÉFET.

Partons.

Tous sortent , hormis Lapierre.

LAPIERRE ; *seul*.

Ouf !

Il tombe essoufflé sur un fauteuil, s'essuie le front, s'évente avec son mouchoir. Puis, aux cris de Vive l'empereur ! qui viennent de la place , il se lève précipitamment et replace le buste de Napoléon sur son piédestal. De nouveaux cris se font entendre. La toile tombe.

FIN DU SECOND ACTE.

ACTE III.

SCÈNE PREMIÈRE.

Un salon du ministère de la police.

On voit des uniformes sur des chaises; tout est en désordre.

TROIS EMPLOYÉS SUPÉRIEURS, ENSUITE LE
MINISTRE DE LA POLICE.

1^{er} EMPLOYÉ, *entrant, à un autre employé qui
entre du côté opposé.*

Eh bien?

2^e EMPLOYÉ.

Eh bien?

3^e EMPLOYÉ, *entrant par le fond.*

Eh bien?

TOUS TROIS.

Quelle nouvelle?

1^{er} EMPLOYÉ.

Je ne sais rien.

3^e EMPLOYÉ.

Ni moi; mais vous?

2^e EMPLOYÉ.

Ni moi : j'arrive.

3^e EMPLOYÉ.

Bon Dieu! mes amis, quelle situation! Hier si tranquilles! et aujourd'hui!.... Que dire? quelle direction donner à l'esprit public?

1^{er} EMPLOYÉ.

Aucune : on pensera sans nous.

3^e EMPLOYÉ.

Pas de plaisanterie. Est-ce une conspiration? un coup d'état? Quoi?

1^{er} EMPLOYÉ.

Eh! qui voulez-vous qui conspire?

2^e EMPLOYÉ.

Alors il y a là-dessous quelque chose que

nous ne devinons pas : voilà mon avis.....

1^{er} EMPLOYÉ.

Mes amis, un peu de calme.... Voyons..., raisonnons : les troupes avaient des ordres du duc de Feltre ; donc c'est un coup d'état , une bataille de ministres. Qu'ils s'arrangent : cela ne nous regarde pas. Notre ministre a été arrêté par son successeur ; voilà tout.

3^e EMPLOYÉ.

Mais ce successeur lui-même a été conduit à la Force ! Ce serait donc par un troisième ? Alors ce troisième , qu'est-il devenu ? nous ne le voyons pas.

2^e EMPLOYÉ.

Aurait-il été arrêté aussi ? Mais par qui ?

1^{er} EMPLOYÉ.

Par.... par un autre.

3^e EMPLOYÉ.

Où est cet autre ? Vingt ministres se seraient donc succédé dans la nuit ? On ne les aurait nommés que pour les mettre en prison ? Vous déraisonnez , mon cher.

2^e EMPLOYÉ.

Quel chaos de ministres ! On s'y perd. On ne sait plus à qui obéir. Personne pour nous commander ; c'est cruel.

UN HUISSIER, *entrant.*

Des dépêches pour Son Excellence le ministre de la police.

3^e EMPLOYÉ, *les prenant.*

Donnez, (*L'huissier sort.*) Ah ! le timbre de la Préfecture de police. Lisons.

2^e EMPLOYÉ.

Vous allez les ouvrir ?

3^e EMPLOYÉ.

Certainement. Il y a intérim et urgence. (*Lisant.*) « Mon cher ami (*Ils se regardent avec étonnement.*), tout est dans le plus grand calme (*Même jeu.*) ; les ordres du gouvernement s'exécutent sans obstacle. Après déjeuner, j'irai m'entendre avec le préfet de la Seine.

Le Préfet de police,
GÉNÉRAL GUIDAL.

1^{er} EMPLOYÉ.

Guidal! un prisonnier d'état!

3^e EMPLOYÉ.

Tout est bouleversé! Voilà la police en prison,
et les prisonniers à la police.

2^e EMPLOYÉ.

Alors je n'y comprends plus rien.

3^e EMPLOYÉ.

Moi je comprends que nous pourrions bien
perdre nos places.

1^{er} EMPLOYÉ.

Bah! on ne peut pas se passer de nous.

3^e EMPLOYÉ.

J'oubliais le *post-scriptum*. (*Lisant*.) « J'ai con-
servé tous les employés, et je te conseille d'en faire
autant....

1^{er} et 2^e EMPLOYÉS.

Bravo! bravo! voilà un honnête homme!

3^e EMPLOYÉ, *continuant*.

« D'en faire autant, pour aller plus vite. Ils

paraissent zélés, et, pourvu qu'on les paie bien, ils serviront la bonne cause. »

2° EMPLOYÉ.

Certainement.

1^{er} EMPLOYÉ.

Parbleu ! nous sommes toujours pour la bonne cause, nous autres.

3° EMPLOYÉ.

Vive la bonne cause ! Voyons, que faut-il faire ?

1^{er} EMPLOYÉ.

Attendre : nous ne risquons rien.

Il s'assied.

3° EMPLOYÉ.

Adopté.

Il s'assied.

2° EMPLOYÉ.

Oui, oui, attendons.

Il s'assied aussi. Ils font cercle autour de la cheminée, en tournant le dos à la porte.

1^{er} EMPLOYÉ.

Quoi qu'il arrive, il faut une police; et l'on sait bien que nous n'avons pas d'opinion.

Le ministre de la police entre et s'arrête un moment au fond du théâtre.

LE MINISTRE, *à voix basse.*

A merveille! ne vous dérangez pas. (*S'avançant sur eux, et d'une voix de tonnerre.*) Que faites-vous là? Est-ce pour vous chauffer qu'on vous paie?

TOUS TROIS, *se levant effrayés.*

Monseigneur...

LE MINISTRE.

Oui, c'est moi; c'est bien moi... Vous espériez ne plus me revoir.

2^e EMPLOYÉ.

Monseigneur, notre dévouement...

LE MINISTRE.

Taisez-vous. Allez travailler. (*Ils entrent dans les bureaux, dont la porte est à gauche.*) Voilà bien les employés du jour! Fidèles au mi-

nistère et non au ministre ! Oh ! que l'espèce humaine est méprisable ! (*Voyant ses uniformes épars sur des fauteuils.*) Pillage général ! On s'était déjà partagé mes dépouilles. Quelle honte ! Me voilà la fable de toute l'Europe ! Et que pensera l'empereur ? (*Il va à la porte des bureaux et l'ouvre précipitamment.*) Hein ? Que disiez-vous ? Le premier qui souffle un mot..... Je n'aime pas les orateurs. Travaillez, ou je vous chasse. Préparez-vous à rendre compte de votre conduite, lâches que vous êtes. (*Il ferme la porte.*) Donnez donc des places ! Comptez donc sur la reconnaissance ! (*Il rouvre la porte.*) Où est mon secrétaire ? Arrivez. (*Le secrétaire entre.*) Fermez la porte. (*D'un ton plus doux.*) Vous n'étiez pas là vous : vous m'auriez défendu contre les assassins.

LE SECRÉTAIRE.

Monseigneur, ma vie est à vous.

LE MINISTRE.

C'est bon. Prenez la plume ; il faut de l'éloquence : brûlez le papier ; sauvez l'empire et je vous f.... cinquante louis. (*Le rappelant.*) Non, n'écrivez rien. — Eh bien ! pourquoi me regarder avec ces grands yeux ? Que voulez-vous ? Allez-

vous-en.... — Attendez.... : qu'on envoie par le télégraphe l'ordre d'arrêter tous les courriers et de saisir leurs dépêches. Allez.

Le secrétaire rentre dans les bureaux.

UN HUISSIER, *annonçant.*

Monsieur le comte Goujon.

LE MINISTRE, LE COMTE.

LE COMTE.

Ah! monseigneur, vous vous êtes couvert de gloire. Tout est rentré dans l'ordre; les conspirateurs sont arrêtés. Permettez-moi de féliciter votre excellence. Quel courage! Quelle présence d'esprit!

LE MINISTRE, *confus.*

Je vous en fais juge, M. le comte. Un régiment tout entier se porte à mon hôtel au milieu de la nuit; on me saisit dans mon lit...

LE COMTE.

A la moindre résistance on vous égorgeait :

Quel bonheur que vous ayez su vous maîtriser !
Ah ! votre prudence a sauvé l'empire.

LE MINISTRE.

J'ai fait ce que j'ai pu. Nous l'avons échappé
belle... ! Que dira l'empereur ?

LE COMTE.

Qu'il apprenne en même temps le complot et la
punition des conjurés. Un homme lève la tête ;
vous le frappez de la foudre : sa majesté n'a rien
à dire. Pouvez-vous prévoir mes mauvais des-
seins, m'empêcher de me faire fusiller, si tel est
mon bon plaisir ?

LE MINISTRE.

En effet. Mais les conjurés sont nombreux : je
les ai vus, moi, et de près.

LE COMTE.

Et moi donc, à la place Vendôme, à l'Hô-
tel-de-Ville ! Ils ont voulu m'assassiner
aussi.

LE MINISTRE.

C'est la plus vaste conspiration...

LE COMTE.

Il ne faudrait peut-être pas lui donner trop d'importance. Vingt ou trente individus livrés à une commission militaire, ne serait-ce pas assez? On emprisonnerait les autres, sans jugement, pour éviter le scandale.

LE MINISTRE.

Mais les commissions militaires sont abolies.

LE COMTE.

On les rétablirait pour la circonstance. On choisirait un président d'un caractère honorable : le public ne s'occupe que du président ; et comme, après tout, le président n'a qu'une voix....

LE MINISTRE, *à lui-même.*

Qui nommer ?

LE COMTE.

On acquitte le tiers des accusés, qu'on ne relâche pas ; on réserve deux ou trois condamnés pour la clémence de l'empereur, et le lendemain le public parlera d'autre chose. Nous mettrons en avant quelque procès scandaleux ; nous ferons

battre Geoffroy , recevoir un académicien ou siffler une pièce de Lemercier.

LE MINISTRE.

Quelle audace! Conçoit-on que des prisonniers d'état...?

LE COMTE.

Des fous, échappés d'une maison de santé... L'empereur ne verra là dedans que de la démence... une équipée...,

LE MINISTRE.

Équipée! Oui, vous avez raison : c'est une véritable équipée. Il faut dire que c'est une équipée. Prenez la plume : je vais faire une proclamation. (*Le comte écrit ce que dicte le ministre.*) « Trois scélérats... » Non. « Trois ex-généraux, Lahory et..... » Comment s'appellent-ils donc?

LE COMTE, *écrivain.*

« Malet, Lahory et Guidal.

LE MINISTRE.

« Ont entraîné... » Mettez : « ont trompé la 10^e cohorte et le régiment de la garde de Paris. »

Effacez : « ont trompé quelques gardes nationaux et les ont dirigés contre le ministre de la police, le préfet de police et le commandant de la place de Paris. Ils ont exercé des violences contre eux. Ils répandaient le bruit de la mort de l'empereur. » Ajoutez : « faussement. » A la ligne.

« Ces ex-généraux sont convaincus d'imposture. Il va en être fait justice.

LE COMTE, écrivant.

« Il va en être fait.....

LE MINISTRE.

« Justice. Malgré cette équipée, le calme le plus absolu règne dans Paris. » → Donnez qu'il me signe. — Sonnez. (*Le comte sonne, un huissier entre.*) Portez cette proclamation au préfet de police, et qu'il la fasse publier sur-le-champ.

L'HUISSIER.

Le directeur de la maison de santé de la barrière du Trône demande à parler à Son Excellence.

LE MINISTRE.

Qu'on l'amène. (*L'huissier sort.*) M. le comte,

cachez-vous derrière ce paravent, et écrivez ses réponses.

Entre le médecin, qui salue respectueusement.

LE MINISTRE, LE COMTE, LE MÉDECIN.

LE MINISTRE.

Ah ! vous voilà, monsieur le conspirateur.

LE MÉDECIN.

Moi, monseigneur ?

LE MINISTRE.

Oui, vous. C'est une conspiration de fous : vous devez en être. On vous enverra conspirer dans l'autre monde. (*Le médecin, effrayé, veut parler.*) Vous tremblez, vous pâlissez... Votre trouble vous trahit.

LE MÉDECIN.

De grâce, monseigneur, daignez m'écouter. J'ignorais...

LE MINISTRE.

Il fallait ne pas ignorer, monsieur. Comment !

Malet entretient des correspondances au dehors, il sort quand bon lui semble, et vous le laissez faire!... Vous êtes son complice.

LE MÉDECIN.

Monseigneur, il ne sortait jamais. Ce matin je me suis aperçu de son évasion, et je venais vous prévenir...

LE MINISTRE.

Il est bien temps!

LE MÉDECIN.

Mais quand il sortit le 18....

LE MINISTRE.

Le 18! Il est donc aussi sorti le 18? Et vous disiez qu'il ne sortait jamais! Ah! ah! vous vous coupez.

LE MÉDECIN.

Monseigneur, il sortit dans la nuit du 18 au 19. J'en fis aussitôt mon rapport à la Police. Est-ce ma faute si, par négligence...?

LE MINISTRE.

Ah! s'il vous plaît, n'accusez personne de négligence. Songez plutôt à répondre de la vôtre.

LE MÉDECIN.

Mais, monseigneur...

LE MINISTRE.

C'est bon. Allez. Je vous défends de parler de ce rapport, entendez-vous; et si vous avez menti, je vous fais laver la tête avec du plomb.

Le médecin s'en va.

LE MINISTRE, LE COMTE.

LE MINISTRE, *à part.*

Un rapport oublié dans les cartons de la police...! Quelle faute! Quelle faute! Que dira l'empereur...? Ah! son retour m'épouvante.... Me ferait-il l'injustice de s'en prendre à moi.....? (*Haut.*) Eh bien! comte, avez-vous écrit?

LE COMTE, *lui donnant ce qu'il a écrit.*

Voici, monseigneur.

LE MINISTRE, *déchirant le papier.*

C'est un fourbe que ce médecin. Il ose accuser la police! Le préfet a été jeté en prison comme moi; il est irréprochable comme moi, comme

vous... Je vous rendrai justice auprès de l'empereur.

LE COMTE.

Il verra que nous ne sommes pas de ces fonctionnaires qui dorment ou se divertissent en son absence.

LE MINISTRE.

Cependant il est si prompt à soupçonner!... Je vous l'avouerai, je crains pour... pour mes amis.

LE COMTE.

Ne pourrions-nous parer le coup en le frappant nous-mêmes? Je réponds de toutes les sections du conseil d'état.

UN HUISSIER, *annonçant.*

M. le préfet de la Seine.

LE MINISTRE.

Que veut-il si matin?

LE COMTE.

Sans doute justifier sa conduite à l'Hôtel-de-ville. Il aura de la peine. En revenant de la campagne...

LE MINISTRE.

Ah! monsieur était à la campagne?

LE COMTE, *riant*.

Oui, oui, à la campagne... Il a manqué de tête tout-à-fait, tout-à-fait... Aussi les conjurés l'avaient-ils nommé membre de leur gouvernement provisoire.

LE MINISTRE.

Lui, membre du gouvernement provisoire? Fort bien! (*A l'huissier, qui attend.*) Dites à M. le préfet de la Seine que je n'y suis pas. (*L'huissier sort.*) Aussi bien je dois me rendre au conseil des ministres.

Il sort par une porte latérale.

LE COMTE.

Que n'ai-je été assez bête pour me faire aussi mettre à la Force! J'aurais la préfecture.

SCÈNE II.

Salle du conseil de guerre.

Dans le fond, les fauteuils des juges. — A gauche les accusés. — Malet cause tranquillement avec Guidal et Lahory ; Soulier témoigne un violent chagrin ; Regnier prend des notes ; les autres ont une contenance calme. — Au banc des défenseurs on ne voit qu'un seul avocat.

MALET , LAHORY , GUIDAL , BOCHEIAMPE
SOULIER , ET DIX-NEUF AUTRES ACCUSÉS ; GEN-
DARMES , FOULE DANS L'AUDITOIRE.

1^{er} SPECTATEUR.

Quelle idée de suspendre l'audience ! Il est bientôt minuit. Je voudrais pourtant entendre la condamnation : c'est le plus intéressant.

2^e SPECTATEUR.

Il faut bien que les juges se reposent. Ah ! par exemple, ils auraient bien dû aussi laisser reposer les accusés. Dix heures sur la sellette !

1^{er} SPECTATEUR.

Ma foi ! les juges ont montré bien de l'esprit. Vous ont-ils retourné les coupables ! Moi, si j'étais interrogé comme ça, je crois que je finirais par répondre : Eh bien, oui.

UNE FEMME.

Malet est le seul coupable, il le dit lui-même. A chaque interrogatoire, il vous a prouvé clair comme le jour l'innocence de tous les autres. C'est comme si l'on poursuivait M. Boutreux.

3° SPECTATEUR.

Lequel appelez-vous M. Boutreux, s'il vous plaît, madame?

LA FEMME.

Celui qui faisait le commissaire de police; il n'est pas là; on ne l'a pas accusé. Imaginez-vous qu'il logeait chez moi; et après l'affaire, ce pauvre cher homme revient avec son écharpe. Il me dit : « Madame Lacaille, je ne comprends rien à ce qui se passe. Je n'aime pas les révolutions: je vais à la campagne. Si l'on me demande, voici mon adresse. »

3° SPECTATEUR.

Madame tient donc un hôtel garni?

LA FEMME.

Oui, Monsieur, dans le quartier Latin, rue de la Harpe, n° 16.

3^e SPECTATEUR.

N^o 16! un fort bel hôtel.

Il s'éloigne.

2^e SPECTATEUR.

Savez-vous à qui vous venez de parler? A un mouchard.

LA FEMME.

Pas possible!

2^e SPECTATEUR.

J'en suis sûr : je l'ai vu condamner à cinq ans de fers pour vol : c'est clair. — Ah! voilà les juges, silence.

Les juges entrent et prennent place.

LE PRÉSIDENT.

Accusé Malet, persistez-vous à taire le nom de l'individu qui a joué le rôle de commissaire de police?

MALET.

Il se trouvait là par hasard ; je l'ai employé sans le connaître.

RATEAU.

Je vais tout expliquer : il fallait un commissaire de police ; l'abbé Lafon avait découvert le pot aux roses, et s'était sauvé en boitant par peur : alors on a donné l'écharpe au premier venu.

UN JUGE.

Ce premier venu a un nom sans doute ?

RATEAU.

C'est possible ; mais il n'a dit que celui de son frère, l'abbé...., l'abbé...., enfin un nom d'abbé. Moi, je ne connais pas les abbés.

LE PRÉSIDENT.

La commission accorde la parole aux accusés. Général Malet (*Malet se lève.*), qu'avez-vous à dire pour votre défense ?

MALET.

Un homme qui s'est constitué le vengeur des droits de son pays n'a pas besoin de défense : il triomphe, ou meurt.

Il s'assied.

LE PRÉSIDENT.

Accusé Lahory, vous avez la parole.

LAHORY.

Je vous l'ai déjà dit, Messieurs, j'ai cru revoir un 18 brumaire, et j'ai suivi le général Malet, comme j'avais suivi Napoléon. Trompé comme le préfet de la Seine, le préfet de police et le ministre lui-même, si je suis coupable, pourquoi ne sont-ils pas sur ces bancs à côté de moi ?

UN JUGE.

Parlez pour vous.

LAHORY.

On m'a accusé d'avoir été le pivot d'une conspiration antérieure : je demande de nouveau les papiers qu'on a saisis chez moi. Ils me sont nécessaires pour établir que toute ma vie...

UN JUGE.

Que nous importe votre biographie ? Il s'agit d'un complot contre la sûreté de l'état.

LAHORY.

Un complot ! un complot ! Pouvais-je deviner

qu'il y eût un complot. Le ministère public prétend avoir trouvé des preuves de mes intelligences avec le général Malet : qu'on me les fasse connaître.

LE CAPITAINE RAPPORTEUR.

J'observerai à l'accusé qu'il n'a pas le droit d'interpeller le ministère public.

MALET.

Encore faut-il savoir ce qu'on a à combattre.

LE CAPITAINE RAPPORTEUR, à *Lahory*.

Réfutez l'acte d'accusation.

LAHORY.

Je ne lui ferai pas cet honneur. Quand j'ai appris hier soir qu'on devait me juger ce matin, j'ai demandé en vain qu'on me laissât de la lumière pour rédiger un mémoire : on me refuse mes papiers, on me refuse un avocat.

GUIDAL, *furieux*.

On nous refuse jusqu'à une bouteille de vin.

LAHORY.

On me prive enfin de tout moyen de justification. Étranger à la connaissance des lois, réduit

à improviser, quand je n'ai pas l'habitude de la parole, je ne puis ni ne dois me défendre. Je vois que ma tête est dévouée : je l'abandonne.

Il s'assied.

LE PRÉSIDENT.

Accusé Guidal, qu'avez-vous à dire pour votre défense ?

GUIDAL, *sans se lever.*

Qu'on me fusille le plus tôt possible.

LE PRÉSIDENT.

Accusé Boccheiampe, la commission vous accorde la parole.

BOCCHEIAMPE.

Z'avais demandé oun défensor per parlare, perché zé connais mal la lingua française. (*A l'auditoire.*) Il n'est pas là, mon défensor ?

UN JUGE.

Parlez donc : on vous comprendra assez.

BOCCHEIAMPE.

Zé souis oun prisonnier d'état innocent, le piou malhouroux dé tous les hommes depouis 1803.

Zé souis été arrêté à Parme sans savoir aucune raison ; zé soupçonne per error de nom , perché ounaltro Boccheiampe, qu'il avait sa femme qu'elle était la maîtresse d'oun zénéral français...

UN JUGE.

Les généraux français n'ont pas de maîtresses.

UNE FEMME, *dans l'auditoire.*

Ah ! par exemple !

On rit.

LE PRÉSIDENT.

Gendarmes, faites sortir les interrupteurs.

LA MÊME FEMME.

M. le président, c'est pas moi : j'ai rien dit.

PLUSIEURS VOIX.

Non, non, ce n'est pas elle !

UN HUISSIER.

Silence !

BOCCHIAMPE.

Zé dis la vérité. Oun zougement ayant ordonné mon innocence et ma liberté, allora zé souis été en-

fermé dans la citadelle zousqu'à nouvel ordre, pendant neuf ans, et qué l'on m'a pris 45,000 fr. qu'on m'a zamais rendous. Moi z'étais bien malade, sans secours, et allora z'ai fait oune pétition à S. M., et on m'a transporté à la prigione de la Force, pour attendre ma liberté; enfin on m'a dit, Sortez dehors, et z'ai sorti dehors.

LE CAPITAINE RAPPORTEUR.

Vous connaissez l'accusé Guidal.

BOCCHEIAMPE.

Si signor, perché, depouis oun mois, nous dormions dans la même chambre. C'est oun homme d'honor, dévoué aux principes français.

UN JUGE.

Avec tous vos principes français, vous êtes allé au ministère de la police.

BOCCHEIAMPE.

D'abord, zé souis été chez madame Simonnys, qu'elle venait me voir à la prigione. Elle avait des dames à manger; moi z'ai dézeuné avec. Allora, comme les dames elles ont conseillé, zé souis été chercher oune carta de soureté per les étrangers à Paris.

UN JUGE , *le contrefaisant.*

Et allora vous êtes retourné à la Force per délivrer des prisonniers.

On rit.

BOCCHIAMPE.

No, signor : per délivrer mes effets, qué z'avais sorti sans arzent. Allora on m'a mis au cachot, et on m'a dit qué zé souis conspirator. Ma z'ai rien fait, rien conspiré. Si j'avais oun défensor, il vous expliquerait mieux ; ma vous voyez bien...

Il s'assied.

LE PRÉSIDENT.

Accusé Soulier, vous avez la parole.

SOULIER, *très ému.*

La loi m'accorde un défenseur officieux, et je n'en ai pas.

LE CAPITAINE RAPPORTEUR.

Par votre faute. Vous étiez prévenu : il fallait en faire venir un.

SOULIER.

Je n'ai été prévenu qu'hier à huit heures du soir.

UN JUGE.

On écrit le soir. Tous les avocats ne sont pas couchés à huit heures.

On rit.

MALET.

Mais, à huit heures, les geôliers sont couchés, les prisonniers sous clé, et sans lumière.

LE CAPITAINE RAPPORTEUR.

Je prie M. le président d'imposer silence à Malet, qui dicte les réponses de tous les accusés. C'est intolérable.

LE PRÉSIDENT, à *Soulier*.

Vous avez reçu Malet chez vous?...

SOULIER.

Je ne l'ai pas reçu : il est entré.

UN JUGE.

Point de phrases. Pourquoi l'avez-vous laissé entrer? pourquoi lui déléguer votre autorité? pourquoi ne pas le faire arrêter? Allons, répondez.

SOULIER, *très troublé.*

Parce que... Permettez... Le général...

MALET.

J'avais pris tous les moyens pour persuader que j'agissais d'après les ordres du gouvernement. Le colonel ne pouvait soupçonner que je le trompais. Ceux qui l'accusent m'auraient obéi de même, plus facilement peut-être. J'ai prouvé que je savais me faire obéir.

SOULIER, *balbutiant.*

Messieurs, j'ai vingt-cinq ans de services... Depuis l'an v, sous les ordres de l'empereur! preuve que ce n'est ni le grade de général de brigade ni le bon de cent mille francs qui m'ont fait agir. Depuis l'an v, sous les ordres de l'empereur!... j'ai commandé un détachement en Italie...; et en l'an VIII, je fus présenté au premier consul, qui me dit les choses les plus agréables. (*D'un ton plus ferme.*) On m'accuse de m'être laissé séduire; mais en 1810, commandant le fort Mont-Jouy, à Barcelone, l'ennemi me fit offrir cinq cent mille francs, et le grade de général au service d'Espagne. Je répondis à coups de canon, et quatre cents Français repoussèrent

douze mille Espagnols. Mes états de service en font foi.

UN JUGE.

Il fallait repousser de même les conjurés.

SOULIER.

Messieurs, j'étais fort malade ; je n'avais pas ma présence d'esprit.

LE CAPITAINE RAPPORTEUR.

Si vous n'aviez pas votre présence d'esprit, pourquoi, au lieu de vous rendre à l'Hôtel-de-Ville, ne pas aller à l'état-major demander des ordres ?

MALET.

Précisément parce qu'il n'avait pas sa présence d'esprit.

SOULIER.

Je commandais, dans ce moment, les six cohortes ; j'avais dix mille cartouches à balle. Un conspirateur n'aurait-il pas disposé de ces ressources ? Eh bien ! la troupe est partie avec des pierres de bois aux fusils, comme pour aller à

l'exercice. J'ai cru à la mort de l'empereur : voilà mon crime.

UN JUGE.

Il était si facile de découvrir l'imposture !

RATEAU.

Oui, à présent. Vous en parlez bien à votre aise. Je ne me crois pas plus bête que vous, moi : eh bien ! je m'y suis laissé prendre.

LE PRÉSIDENT, à *Rateau*.

Qu'avez-vous à dire pour votre défense ?

RATEAU.

Moi ? je vous l'ai déjà dit. Vous voulez donc m'humilier ? Apprenez que j'appartiens à la famille Rateau, que les Rateau ne sont pas des conspirateurs. J'ai été attrapé comme les autres : voilà tout.

MALET.

Vous l'avez entendu, messieurs. De bonne foi, pouvez-vous croire que je lui aie confié mon secret ? On ne m'a pas encore accusé d'absurdité. En acquittant Rateau, vous rendrez justice et à lui et à moi.

RATRAU.

Le général lui-même est mon témoin ; vous voyez.

LE PRÉSIDENT.

M. le colonel de la garde de Paris...?

LE COLONEL.

Monseigneur, je m'en rapporte à la clémence de la commission.

UN JUGE, *avec bienveillance.*

Défendez-vous donc, colonel.

LE COLONEL.

Je n'ai rien à dire.

FESSARD, *se levant.*

Ni moi non plus, mon président.

LE RAPPORTEUR.

Je prie la commission de ne pas oublier que dès lors il est bien constant que c'est Fessard qui a tenu cet exécrable propos : « On embroche cela comme des grenouilles. »

MALET.

MALET.

Ce n'est pas prouvé du tout.

FESSARD.

L'accusateur public ne connaît pas l'affaire. Le citoyen ministre a dit : Je vous recommande le petit Noiroirot, qui voulait m'embrocher comme une grenouille; mais moi je n'ai rien dit.

LE RAPPORTEUR.

La désignation de *petit Noiroirot* ne peut s'appliquer qu'à vous.

FESSARD.

Je suis petit et j'ai les cheveux noirs, je le sais; mais ce n'est pas une raison pour qu'on me fusille.

LAHORY.

Ce propos n'a pas été tenu par M. Fessard.

LE RAPPORTEUR.

Par qui donc ?

MALET, *vivement*.

Lahory ne le sait pas.

LE RAPPORTEUR.

Encore M. Malet ! Si vous vouliez bien ne pas répondre pour tout le monde.

LAHORY.

Et quand je le saurais, le dirais-je ?

LE PRÉSIDENT.

Accusé Regnier, parlez.

REGNIER, *tenant un papier.*

J'ai rédigé ma justification. (*Lisant.*) Messieurs, on était si troublé, que les uns couraient d'un côté, les autres d'un autre. On ne savait ni quoi, ni qu'est-ce. Moi, je n'ai fait qu'obéir, comme j'obéis depuis vingt-deux ans; et je n'ai tenu aucun propos indécent.

Il s'assied en pliant son papier.

PLUSIEURS ACCUSÉS, *successivement.*

Je n'ai fait qu'obéir, je n'ai fait qu'obéir.

LE PRÉSIDENT.

Borderieux, qu'avez-vous à dire pour votre défense ?

BORDERIEUX.

Présent, mon général. (*Plaidant.*) J'ai vingt-cinq ans de service, quatorze campagnes, cinq blessures, et je me renferme dans mes réponses. Je suis enfant de troupe; le clocher de mon village, c'est les aigles du grand Napoléon. Ma mère a toujours suivi les armées; j'ai été créé chevalier de l'empire sur le champ de bataille; mon épouse est blanchisseuse des Pupilles de la garde impériale! Je suis trop dévoué à ma patrie pour la trahir. Plutôt périr que de manquer à l'honneur! Vive l'empereur!

LE PRÉSIDENT.

Accusé Beaumont, défendez-vous.

BEAUMONT.

J'avais fait assigner des témoins, et je ne les vois pas.

PLUSIEURS ACCUSÉS.

Moi aussi, moi aussi.

LE RAPPORTEUR.

Pourquoi ne sont-ils pas venus?

MALET.

C'est à vous qu'on pourrait adresser cette question ?

UN JUGE.

Ils ne sont pas venus parce qu'ils n'ont rien à dire : cela saute aux yeux. Voyons, votre défense.

BEAUMONT, *s'asseyant.*

Je ne suis pas avocat.

LE PRÉSIDENT.

Accusé Rouff, vous avez la parole. (*Rouff se lève et ne dit rien.*) Qu'avez-vous à dire ? (*Même silence.*) Exposez vos moyens de défense.

Même silence. On rit.

HATEAU.

Monseigneur, depuis notre arrestation, ce malheureux capitaine, son sort l'a tellement offusqué, qu'il ne sait plus ce qu'il fait ni ce qu'il dit.

BORDERIEUX.

Preuve que nous avons tous été trompés et abusés !

MALET.

MALET.

Celui-là au moins devrait avoir un défenseur.
Je demande la parole.

LE PRÉSIDENT.

Accusé Louis-Joseph Lefèvre , vous avez la parole.

LEFÈVRE.

Je m'assimile au capitaine Regnier. Je ne me suis point permis le plus petit propos , et je n'ai point agi par moi-même. J'ai dit , « Il n'y a plus de comtes » , parce que c'était dans ma consigne ; mais je ne me suis point permis le plus petit propos , et je ne peux pas me défendre par moi-même.

STENHOWER , à Lefèvre.

Moi , j'ai un défenseur qui est mon beau-frère ; il te défendra en même temps.

LE DÉFENSEUR , *se levant.*

Messieurs , averti trop tard , je n'ai entendu qu'une partie des débats , et je ne connais pas même l'acte d'accusation.

UN JUGE.

Alors, pourquoi parler ?

LE DÉFENSEUR.

J'essaierai cependant de vous soumettre quelques observations improvisées, en faveur de Stenhower et de ses infortunés camarades.

RATEAU, *bas*.

Il parle bien, ce gaillard-là.

LE DÉFENSEUR.

Un de nos rois voulait pénétrer dans un camp. Le soldat de faction avait pour consigne de ne laisser entrer qui que ce fût. Le roi se nomme : Je suis le roi. — Je ne connais que mon capitaine, répondit le factionnaire; et il fut récompensé. Stenhower et Lefèvre seront-ils punis? Ils ont obéi à des ordres qu'ils croyaient légitimes.

UN JUGE.

Que venez-vous nous chanter? Stenhower était présent quand le comte Hullin a été assassiné.

STENHOWER.

Certainement; et madame la comtesse peut

vous dire que je l'ai soignée comme un vrai chirurgien.

LE MÊME JUGE.

N'auriez-vous pas dû réfléchir que le gouvernement n'ordonne jamais l'assassinat?

STENHOWER.

Ma foi ! j'en avais vu ordonner tant d'autres. Moi, je ne connais pas la politique : on m'avait lu un sénatus-consulte.

UN JUGE.

C'est un crime , en pareil cas , que de croire à la possibilité d'une révolution.

LE DÉFENSEUR.

Eh ! messieurs , comment l'empereur est-il monté sur le trône ? Par le vœu des Français , vœu manifesté par un sénatus-consulte auquel on a obéi. Le sénat change ou modifie la constitution par un sénatus-consulte postérieur ; l'obéissance alors...

LE PRÉSIDENT.

Avocat , je suis forcé de vous rappeler à l'ordre.

MALET.

Parce qu'il raisonne juste.

UN JUGE.

L'esprit de constitution est que l'empereur est immortel : l'empereur mort, on crie vive l'empereur!

BORDERIEUX.

Vive l'empereur!

RATEAU.

Un instant. Je ne suis pas avocat, mais j'ai une réponse. Si l'on venait me dire : « Rateau, ta mère est morte », je ne crierais pas vive ma mère. De même, vive l'empereur est un mot de satisfaction, et quand on nous a annoncé la mort de l'empereur nous n'avons pas crié vive l'empereur, parce que nous étions tristes; preuve de notre innocence. Répondez à cela. J'ai bien l'honneur de vous saluer.

On rit. Rateau regarde les juges et l'auditoire avec un air de triomphe qui excite un nouveau rire.

LE DÉFENSEUR.

Vous le voyez, messieurs : des soldats ne sont pas des publicistes.

UN JUGE.

C'est bon , c'est bon. On sait que penser à cet égard ; et si vous n'avez pas autre chose à dire , vous pouvez vous asseoir.

LE PRÉSIDENT.

Aucun des accusés ne réclame la parole ?

PICQUEREL.

Mais moi , je n'ai rien dit.

LE PRÉSIDENT.

Parlez.

PICQUEREL.

Ma défense est bien simple. Je connais les lois militaires : chargé de l'instruction du régiment , c'est moi qui faisais la théorie aux sous-officiers. Je sais par cœur tous les règlements. Or les règlements disent : Dans tous les cas, le grade inférieur doit obéissance au grade supérieur (*Très vite.*) : le soldat au caporal et sergent ; le sergent au sergent-major ; le sergent-major à l'adjudant ; l'adjudant au sous-lieutenant et lieutenant ; le lieutenant au capitaine ; le capitaine au chef de bataillon, et ainsi de suite. Défense de commenter ou interpréter les

ordres. Peine de mort contre la désobéissance et la révolte. J'ai obéi, doit-on me fusiller de même? Moi, je suis capitaine; le colonel Soulier, qui est mon supérieur, me dit, « Rassemblez la cohorte, » je la rassemble; « Allez à l'Hôtel-de-Ville, » j'y vais. Ensuite, M. le major de la place, qui est aussi mon supérieur, me dit, « Criez vive l'empereur, » je crie vive l'empereur; « Retournez à la caserne, » j'y retourne. Ma conduite est conforme au règlement : donc je ne suis pas coupable.

LE PRÉSIDENT.

Messieurs les juges ont-ils quelques observations à faire? (*Aucun juge ne répond.*) Les accusés ont-ils quelque chose à ajouter à leur défense?

PLUSIEURS ACCUSÉS.

Nous n'avons pas eu de défenseurs! nous n'avons pas été défendus! C'est une injustice.

Rumeur.

LE PRÉSIDENT.

J'invite M. le commandant de la gendarmerie à faire évacuer la salle, et à emmener les accusés. La commission va délibérer.

Les juges et les accusés se lèvent.

SOULIER, *pleurant.*

Monseigneur... messieurs... nous sommes de pauvres militaires, couverts de blessures, tous pères de famille, sans fortune... Ayez pitié de nos femmes et de nos malheureux enfants. Faut-il que nous périssons victimes de notre obéissance? (*Montrant Malet.*) Vous voyez celui qui nous a trompés. Demandez - lui si nous avons fait la moindre chose qu'il ne nous l'ait ordonnée.

MALET.

Ces messieurs le savent bien.

UN JUGE.

Quels étaient donc vos complices?

MALET.

Toute la France, et vous-même si j'avais réussi.

SOULIER.

Un homme que je n'ai vu qu'une seule fois!
Monseigneur, ayez pitié de nous !

LE PRÉSIDENT, *ému.*

On accordera à votre affaire toute l'attention possible.

BORDERIEUX.

Je suis dévoué à Napoléon. Vive l'empereur!

LAHORY.

Et sa justice!

GUIDAL.

Je n'ai plus qu'un mot à dire à mes juges, c'est qu'ils sont tous des brigands.

MALET, *avec émotion.*

Soulier... , Lahory... , Guidal... , mesvieux camarades.... , combien je suis désolé!... Mais il est impossible qu'on vous condamne.

GUIDAL.

Les scélérats sont capables de tout.

MALET, *d'une voix forte, aux spectateurs qui se retirent en tumulte.*

Citoyens! souvenez-vous du 23 octobre. Vive la liberté!

Les juges passent dans la chambre du conseil; les gendarmes emmènent les accusés. — Le théâtre change.

SCÈNE DERNIÈRE.

La plaine de Grenelle.

PEUPLE, SOLDATS.

1^{er} SPECTATEUR.

Quelle foule ! quelle foule ! Dieu de Dieu !

2^e SPECTATEUR.

C'est pas étonnant , le temps est si beau.

1^{er} SPECTATEUR.

En attendant , les criminels ne viennent pas.
On nous les avait promis pour deux heures.

UN OUVRIER.

L'annonce est toujours en retard. C'est comme
pour le feu d'artifice de la Saint-Napoléon : on
avait dit neuf heures, et il en était dix et demie.

LA FEMME DE L'OUVRIER.

Et l'autre fois donc ! le faux monnayeur, l'ai-
je attendu assez long-temps en place de Grève !

L'OUVRIER.

Pourvu qu'ils n'aient pas demandé à faire des

révélations, et un sursis pour l'appel au peuple ! Ça serait avoir du malheur, nous qui venons tout exprès du faubourg Antoine. Encore une demi-journée de perdue.

LA FEMME DE L'OUVRIER.

Bah ! nous mettrons des effets au Mont-de-Piété : je ne travaille pas aujourd'hui, moi.

UNE MARCHANDE DE GATEAUX, *passant*.

Allons, mes enfants, régalez-vous, voilà le plaisir.

PLUSIEURS VOIX.

Ah ! les v'la ! les v'la ! (*Tumulte.*)

LA FEMME DE L'OUVRIER, *à Isidore, qui accourt*.

Eh bien, Isidore, les as-tu vus ?

ISIDORE.

Non, ma tante, c'est pas eux : c'est ce marchand de chansons qui fait tant de grimaces, vous savez. Il chante leur complainte sur un air bien drôle. Voulez-vous que j'y mène ma cousine ?

LA FEMME.

Oui, allez ; je vous garde vos places. (*A son*

mari.) Combien sont-ils donc qui vont être fait mourir ?

L'OUVRIER.

Une douzaine.

LA FEMME.

Sapristi ! je n'en ai jamais tant vu raccourcir du même coup.

L'OUVRIER.

Belle bêtise ! il fallait voir les mitrillades, les noyades, les mariages républicains, comme on disait dans le temps. C'était ça des cérémonies.

LA FEMME.

Montrera-t-on leurs têtes au peuple ?

L'OUVRIER.

Bien sûr. Quelle mine ils doivent avoir ces chouans-là ! Il paraîtrait qu'ils avaient déjà comploté le 3 nivôse, dans la machine infernale de la rue Nicaise, pour les Capets, avec George et Pichegru.

2^e SPECTATEUR.

Du tout. J'ai entendu leur jugement : ils travaillaient pour la république.

L'OUVRIER.

Alors , pourquoi donc les fusiller ? La république n'était pas trop mauvaise pour le pauvre monde. Je me souviens encore lorsque je demeurais rue Joseph , au faubourg Marceau , il n'y avait pas de carrosses pour nous éclabousser : c'était le temps du peuple. Moi , je ne les aurais pas condamnés ; ça me fait de la peine.

2^e SPECTATEUR.

Tant pis pour eux : pourquoi voulaient-ils détruire l'empereur.

L'OUVRIER.

Écoute , je puis te le dire , à toi : Napoléon a des torts. Il n'avait pas besoin de rétablir la calotte , les riches , les muscadins.

2^e SPECTATEUR.

C'est égal , nous devons le soutenir. Forcés ! forcés ! puisque c'est nous-mêmes qui l'avons nommé empereur des Français. — Tais-toi , v'là un officier.

UN OFFICIER DES DRAGONS DE PARIS.

Allons , rangez -vous donc.

UN VIEILLARD, *s'approchant.*

M. le capitaine, je viens vous porter plainte contre un de vos dragons, qui m'a donné un coup de sabre, pour se divertir.

L'OFFICIER.

Il fallait vous ranger.

LE VIEILLARD.

Mais, M. le capitaine, je passais sur la grande route.

L'OFFICIER, *avec morgue.*

Je m'importe peu où vous passiez.

LE VIEILLARD.

Je suis un citoyen paisible, M. le capitaine, et cependant voyez comme votre dragon m'a traité : il a coupé mon chapeau, percé mon habit.

L'OFFICIER.

Il aurait mieux fait de vous percer vous-même : ce serait un bavard de moins.

PLUSIEURS SPECTATEURS.

Ah! ah! ah!

UNE VOIX.

A bas le chapeau troué !

ISIDORE, *revenant avec sa cousine.*

Ohé ! ohé ! ils arrivent : v'là les houzards de la potence qui les escortent.

LA FEMME DE L'OUVRIER, *à sa fille.*

Ah ça, Malvina, ne va pas avoir peur, au moins.

LA JEUNE FILLE.

Non, maman ; j'ai déjà vu guillotiner.

LA FEMME.

Oui, mais la fusillade, ça vous saisit l'estomac, je t'en préviens ; défie-toi du bruit.

Les condamnés arrivent, escortés par des gendarmes.

ISIDORE.

Où est donc le fameux caporal Rateau ?

2^e SPECTATEUR.

Il n'est pas pour aujourd'hui ; son colonel et lui, on les garde pour le retour de l'empereur.

ISIDORE.

Et quel est donc celui qui a tiré sur Bouffe-la-Balle? Je veux le voir, je veux le voir!

2^e SPECTATEUR.

Le premier en tête.

L'OUVRIER.

Il avait du courage, tout de même!

ISIDORE.

Comme il nous regarde! il n'a pas l'air effarouché.

LA FEMME.

Quels beaux hommes! quels beaux hommes!
C'est-il dommage!

LA JEUNE FILLE.

Tiens! en v'là un jeune qui rit! Et ce pauvre vieux qui pleure! Ils ont l'air de braves gens.

UNE SPECTATRICE.

Dis donc, gendarme, fais donc ôter les chapeaux; ceux qui sont derrière ne voient rien.

UN GENDARME.

Chapeaux bas , messieurs, s'il vous plaît ! Vous empêchez les dames de voir.

LE MAJOR DE LA PLACE , *arrivant.*

Gendarmes , faites reculer la foule.

Grand tumulte , suivi d'un profond silence. Tous les condamnés défilent deux à deux.

—

LES PRÉCÉDENTS, MALET, LAHORY, GUIDAL, BOCHEIAMPE, SOULIER, PICQUEREL, REGNIER, FESSARD, BORDERIEUX, STENHOWER, LEFEVRE, BAUMONT.

GUIDAL , *en passant devant le major.*

Te voilà , lâche brigand !

Il lui crache au visage.

LE MAJOR , *brandissant son épée.*

Vive l'empereur !

TOUTE LA POPULACE.

Vive le grand Napoléon !

GUIDAL.

Je voudrais qu'il fût dans mon cœur, votre Napoléon : je me poignarderais à l'instant.

MALET.

Qu'avez-vous donc, Guidal ? Un peu de calme, mon ami.

Les exécuteurs se rangent à droite. — Les condamnés à gauche sur un seul rang. — Le peuple dans le fond du théâtre.

SOULIER, *pleurant.*

O mon Dieu ! Ma pauvre femme ! mes pauvres enfants !

MALET, *lui serrant la main.*

Colonel, ma famille en aura soin.

BOCCHEIAMPE.

Monsiou le gendarme, z'avais demandé ouï confessor.

LE GENDARME.

Pourquoi faire ?

BOCCHEIAMPE.

Zé voudrais mé réconcilier avec Dio.

LE GENDARME.

Hé! puisque tu te dis innocent, tu n'as pas besoin de te réconcilier.

UN OFFICIER DE GENDARMERIE, *s'approchant.*

Qu'y a-t-il encore par là?

LE GENDARME.

Un condamné qui réclame...

L'OFFICIER.

Ce n'est pas le moment; il réclamera demain.

PICQUEREL, *à l'officier.*

Pourrait-on me faire l'amitié de me dire pourquoi l'on me fusille?

GUIDAL.

Il est innocent, assassins que vous êtes, égorgeurs!

MALET.

Silence dans le rang! — C'est à moi de commander le feu.

LAHORY.

Oui, général ; à vous les honneurs.

La troupe charge les armes.

L'OUVRIER.

Vois-tu, ma femme ? Quand je te disais qu'on représente mal *le Déserteur* au théâtre de la Porte-Martin. Il faut toujours deux pelotons pour fusiller ; il y en a un de rechange.

ISIDORE, *tremblant.*

Oui, il y en a un de rechange : quel bonheur !

MALET, *au premier peloton, qui s'est avancé.*

Allons, mes amis, attention à mon commandement ! — Portez armes. — Il n'y a pas d'ensemble ; recommencez ce mouvement-là, et tâchez de faire honneur à ceux qui vous ont montré l'exercice. — Portez armes. — Apprêtez armes. — Bien ! — En joue. — Feu.

Tous tombent, excepté Malet.

MALET, *frappant sur sa poitrine.*

Et moi donc, sacrebleu !

UN OFFICIER DE GENDARMERIE.

Ne t'impatiente pas. — En avant le deuxième peloton. — En joue. — Feu.

Malet tombe.

BORDERIEUX.

Vive l'empereur !

MAET , *se relevant à moitié.*

Il est blessé à mort , comme toi.

L'OFFICIER DE GENDARMERIE , *froidement , aux soldats.*

Allons , rachevez-les à la baïonnette , vivement.

Grands cris , grand tumulte dans le peuple. La toile tombe.

NOTES

DE MALET.

ACTE I^{er}.

SCÈNE 1^{re}, PAGE 27.

Je l'ai converti.....

« Le général Malet était un patriote de 89 : il avait ap-
« prouvé la réforme des abus ; mais, lorsqu'il vit le sys-
« tème révolutionnaire s'établir sur les ruines de la li-
« berté, il sentit que le gouvernement monarchique et un
« roi légitime pouvaient faire seuls le bonheur des Fran-
« çais. Les raisonnements persuasifs de MM. de Polignac
« et Puyvert achevèrent de le convaincre. » (*L'abbé La-
« fon. Histoire de la conjuration du général Malet, page
30.*)

Evidemment l'abbé Lafon ignorait la partie morale de
la conspiration.

SCÈNE II, PAGE 43.

Puisque vous faites vous-même la proclamation.

Voici cette proclamation :

Le général de division commandant la force armée de Paris et les troupes de la première division militaire.

Citoyens et soldats, Bonaparte n'est plus! Le tyran est tombé sous les coups des vengeurs de l'humanité! Grâce leur soient rendues! ils ont bien mérité de la patrie et du genre humain.

Si nous avons à rougir d'avoir si long-temps supporté à notre tête un étranger, un Corse, nous sommes trop fiers pour y souffrir un enfant *bâtard*.

Il est donc de notre devoir le plus sacré de seconder le sénat dans sa généreuse résolution de nous affranchir de toute tyrannie.

Un sincère et ardent amour de la patrie nous inspirera les moyens nécessaires pour opérer cette urgente et dernière révolution; mais c'est à votre courage, à votre parfaite union, à votre confiance réciproque, que nous devons nos glorieux succès.

Citoyens, dans cette journée à jamais mémorable, prenez toute votre énergie, arrachez-vous à la honte d'un vil asservissement; l'honneur et l'intérêt se réunissent pour vous en faire la loi: c'est un régime oppressif qu'il faut renverser; c'est la liberté à reconquérir pour ne plus la laisser perdre.

Terrassez tout ce qui oserait s'opposer à la volonté nationale; protégez tout ce qui s'y soumettra.

Soldats, les mêmes motifs doivent vous animer; il en est encore un plus puissant pour vous, celui de ne plus prodiguer votre sang dans des guerres injustes, atroces, interminables et contraires à l'indépendance nationale. Prouvez à la France et à l'Europe que vous n'étiez pas plus les soldats de Bonaparte que vous ne fûtes ceux de Robespierre. Vous êtes et serez toujours les soldats de la patrie, qui saura vous restituer le juste avancement dû à vos services et dont vous êtes frustrés depuis si longtemps.

Légionnaires civils et militaires, on conserve votre institution : nous devons, n'en doutez pas, cette faveur insigne au serment que nous avons fait de défendre la liberté, l'égalité, et de combattre la féodalité de tous nos moyens. Tel est notre serment; il doit être gravé dans nos cœurs. Comme un de vos commandants, je vous requiers de l'accomplir. Mais souvenez-vous qu'il n'y a de vraie liberté que celle qui est le fruit de la raison, des vertus, d'autre égalité que celle qui provient des lois. Toute autre idée ne serait qu'une folie qui finirait toujours par rendre la tyrannie inévitable; et il se trouverait encore des hommes assez lâches, assez pervers pour dire qu'elle est nécessaire.

Travaillons tous de concert à la régénération publique. Pénétrons dans ce grand œuvre qui méritera à ceux qui y participeront la reconnaissance des contemporains, l'admiration de la postérité, et qui lavera la nation, aux yeux de l'Europe, des infamies commises par le tyran.

Réunissons nos efforts pour obtenir une constitution qui assure le bonheur des Français. Qu'elle soit basée sur

la raison , sur la justice , et nous sommes certains d'y parvenir.

Mes braves camarades , le champ de la véritable gloire vous est ouvert , de celle qui vous fera estimer , chérir de vos concitoyens ; de celle enfin qui vous vaudra de justes récompenses nationales. Saisissez une si belle occasion pour vous montrer dignes du nom français ; mourons , s'il le faut , pour la patrie et la liberté , et rallions-nous toujours au cri de *Vive la nation !*

Signé MALET.

SCÈNE III , PAGE 65.

C'est Pinto.

Monsieur Lemercier a rendu aussi justice au général Malet , témoins ces vers :

L'aiglon , qui portait les plaintes déchirantes
Des légions au loin dans la neige expirantes ,
Frappe , éveille un grand cœur , à l'ombre des prisons
Où l'avaient par avance inhumé tes soupçons.
Héroïque vengeur de ma chère patrie,
Malet voit ton empire ; et son âme aguerrie
Pense qu'il ne faut plus qu'un salutaire effort
Pour détruire un fantôme , et proclamer ta mort.
Les cartes qu'en un jeu sa main tenait la veille
Font place à son épée ; il sort..... et notre oreille
Entend un homme seul , ô magnanimité !
Qui du bruit de ta chute emplit notre cité ,

Et, sans peur du concours de tes nombreux sicaires,
Abat tes défenseurs de ses mains téméraires.
La pitié le trahit, hélas !.... et ce héros,
Martyr abandonné, tombe sous tes bourreaux !
A ce sublime élan qui savait tant de têtes
Ose donc comparer le fruit de tes conquêtes.
Ce seul coup révéla que sur un frêle appui
S'asseyait ta grandeur, écroulée aujourd'hui.
Ce coup eût suspendu les luttes meurtrières ;
Ce coup eût garanti l'honneur de nos frontières ;
Ce coup eût au sénat, dès lors conservateur,
Donné droit de proscrire un tyran *déserteur* ;
Et nous n'eussions pas vu ses terreurs criminelles
Te dévouer encor des cohortes nouvelles.
Où languissait ce brave ? au rang des malheureux
Dont le premier Brutus feignit le trouble affreux,
Tandis que des Romains, durant un long silence,
Son cœur roulait en soi l'illustre délivrance :
De même il méditait, sous un masque indolent,
D'arracher la couronne à ton front insolent.
Son audace était sage. Oui, l'équitable histoire
Consacre une statue à sa longue mémoire..., etc.



ACTE II.

SCÈNE V, PAGE 120.

Je suis le citoyen Goujon.

On lit dans *le Spectateur* de M. Malte-Brun :

« Le 23 octobre, à 8 heures du matin, un comte se présente à l'État-Major, place Vendôme. Les soldats lui demandent où il va ; il répond à la sentinelle : Je vais chez le comte Hullin. — Citoyen, il n'y a plus de comte. — Ah! pardon, citoyen. Vive la république! Laissez-moi entrer. — Il passe outre et arrive auprès du commandant L..... — Bonjour, citoyen, s'écrie-t-il : nous allons donc rétablir la république? — D'où venez-vous donc, M. le comte? êtes-vous aussi de la conspiration? — A Dieu ne plaise, M. le chevalier! Vive l'empereur! »

Quel était ce comte? Je n'ai pas voulu savoir son nom. Je lui ai *volé son mot*, qu'il ne réclamera pas sans doute, pour en faire honneur au comte Goujon, personnage imaginaire, chargé des principales iniquités de la pièce.

SCÈNE V, PAGE 127.

Un prisonnier d'état!... Quelle ingratitude!

« Des hommes échappés des prisons où votre *clémence* impériale les avait soustraits à la mort ont

« voulu troubler, etc. » (*Discours du président du sénat à l'empereur.*)

 ACTE III.

SCÈNE 1^{re}, PAGE 168.

Il faut de l'éloquence ; brûlez le papier, etc.

Allocution du ministre à M. Dussault, en 1813. M. Dussault était, comme on sait, un des principaux rédacteurs du Journal de l'Empire. Il s'agissait alors de repousser les Cosaques à coups de feuillets. Après la restauration, le journaliste se plaisait souvent à citer ce discours comme un modèle de l'éloquence du temps, J'ai cru devoir conserver aux paroles du ministre leur pureté virginale.

SCÈNE 1^{re}, PAGE 170.

Que dira l'empereur....

Voici ce qu'il dit :

« C'est à l'idéologie, à cette ténébreuse métaphysique,
 « qui, en recherchant avec subtilité les causes premières,
 « veut sur ses bases fonder la législation des peuples,
 « au lieu d'approprier les lois à la connaissance du cœur
 « humain et aux leçons de l'histoire, qu'il faut attribuer
 « tous les malheurs qu'a éprouvés notre belle patrie. La
 « plus belle mort serait celle d'un soldat qui périt au
 « champ d'honneur, si la mort d'un magistrat périssant
 « en défendant son souverain n'était plus glorieuse encore.....
 « Un conseiller d'état doit avoir un courage à

« toute épreuve; et, à l'exemple des présidents Harlay, « Molé, etc.... » (*Réponse de l'empereur à l'adresse du conseil d'état.*)

« A mon arrivée, chacun me racontait avec bonne foi « tous les détails qui le concernaient, et qui les accusaient « tous. Ils avouaient naïvement qu'ils y avaient été attrapés; « qu'ils avaient cru un moment m'avoir perdu. Pas un seul « n'avait à mentionner la moindre résistance, le plus petit « effort pour défendre et perpétuer la chose établie. On ne « semblait pas y avoir songé, tant on était habitué aux « changements, aux révolutions; c'est-à-dire que chacun « s'était montré prêt et résigné à en voir surgir une nou- « velle. Aussi tous les visages changèrent, et l'embarras « de plusieurs devint extrême, quand d'un accent sévère « je leur dis : Eh! bien, messieurs, vous prétendez avoir « fini votre révolution! Vous me croyiez mort, dites- « vous? Je n'ai rien à dire à cela. Mais le Roi de Rome? « vos serments? vos principes? vos doctrines?... Vous « me faites frémir pour l'avenir. » (*Mémorial de Sainte-Hélène.*)

SCÈNE 1^{re}, PAGE 172.

Une équipée.

Le 25 octobre, on lisait dans les journaux :

« L'interrogatoire des coupables et des prévenus a duré « hier toute la journée et une partie de la nuit. Il en ré- « sulte que la conspiration, si l'on peut donner ce nom à « une pareille *équipée*, paraît avoir été uniquement ren- « fermée dans la tête de Malet et de ses deux principaux « affidés. » Ce qui n'empêcha pas de mettre en jugement vingt-quatre individus et d'en condamner quatorze à

mort. Selon l'abbé Lafon, quinze cents personnes furent incarcérées et plus de deux mille exilées. Cela me semble exagéré. Ne prêtons pas aux riches.

SCÈNE 1^{re}, PAGE 176.

Je vous fais laver la tête avec du plomb.

Cette menace effraya tellement le directeur de la maison de santé, qu'il en eut la jaunisse.

SCÈNE II, PAGE 179.

Un seul avocat au banc des défenseurs.

Il n'y avait effectivement qu'un seul avocat. La cause de Julien, sous-officier renvoyé absous, fut plaidée par un de ses parents. Mais ce défenseur officieux n'était pas un avocat, à en juger par l'exorde de son discours : « Etant aussi étranger que je le suis à une matière aussi grave, peu habitué à paraître devant une société nom-breuse, etc. »

SCÈNE II, PAGE 205.

C'est comme si on accusait M. Boutreux.

André Boutreux fut arrêté, quelques jours après, à Courcelles. « Cet intéressant jeune homme, dit l'abbé Lafon, a laissé inconsolable un frère ecclésiastique. » Je n'ai pas trouvé de traces de son jugement.

SCÈNE II, PAGE 205.

Et sa justice!

A peine arrivé à Paris, Napoléon fit venir l'archichancelier; et, dès qu'il l'aperçut, il courut à lui, l'œil enflammé de colère : « Ah! vous voilà, lui dit-il d'une voix tonnante! Qui vous a permis de faire fusiller mes officiers? Pourquoi m'avez-vous privé du plus beau droit du souverain, celui de faire grâce? Vous êtes bien coupable. » Je tiens cette anecdote d'un haut fonctionnaire de l'empire, dont la véracité n'est pas douteuse. Est-ce le cœur de Napoléon qui parlait, ou sa politique? Chacun en décidera selon son opinion.

FIN DES NOTES DE MALET.